



**Université Toulouse - Jean Jaurès
Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques à
Toulouse (IPEAT)**

Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés

Parcours Ingénierie de Projet avec l'Amérique Latine (IPAL)

La vidéo au service de la mémoire du passé récent en Uruguay

Mémoire de 2^{ème} année de Master présenté par :

Antoine DUPUIS

Sous la direction de :

Alexis YANNOPOULOS

Année Universitaire 2022 - 2023

Para todas las víctimas del Terrorismo de Estado

Arriba lxs que luchan!

Remerciements

Je tiens à remercier l'ensemble des personnes qui m'ont accompagné durant cette année de Master 2 IPAL à l'IPEAT, en particulier :

Monsieur Yannopoulos, mon encadrant de mémoire depuis la première année de Master, particulièrement pour ses conseils et ses orientations qui m'auront été d'une aide précieuse.

Monsieur Buclet, coordinateur du parcours IPAL, pour son accompagnement et sa bonne humeur tout au long de cette intense année de Master 2.

L'ensemble de la promotion 2022-2023 du M2 IPAL, pour la solidarité, les échanges et le partage.

Noemí, pour son soutien et sa patience durant ces deux années.

Y por supuesto, lxs compañerxs del Colectivo Catalejo, por la confianza, el cariño y los mates: Julieta, Leo, Julia, Juan, Vicky, Santi, Martina y Felipe.

Sommaire

Introduction.....	1
1. L'Uruguay et la mémoire du passé récent.....	3
1.1 De la démocratie au régime autoritaire.....	3
1.2 La dictature civique-militaire (1973-1985).....	5
1.3 La lutte entre le souvenir et l'oubli du passé récent.....	7
1.4 La question de la mémoire dans le contexte politique uruguayen actuel.....	11
2. La vidéo comme outil politique au service de la mémoire.....	15
2.1 La vidéo comme outil politique.....	15
2.1.1 Les origines de l'activisme vidéo.....	15
2.1.2 Cinéma militant d'Amérique latine.....	16
2.1.3 L'activisme vidéo au 21 ^{ème} siècle.....	19
2.1.4 L'usage de la vidéo à des fins politiques en Uruguay.....	21
2.2 <i>Colectivo Catalejo</i> : le médiactivisme au service des mouvements sociaux.....	24
2.2.1 Présentation et fonctionnement du collectif.....	24
2.2.2 Le traitement de la question de la mémoire par le collectif.....	25
3. Projet de film documentaire.....	34
3.1 Objectifs.....	34
3.2 Réalisations et activités.....	35
3.2.1 Mise en place d'une équipe de travail.....	36
3.2.2 Réalisation du film documentaire.....	36
3.2.3 Campagne de diffusion du film.....	38
3.3 Chronogramme des activités.....	40
3.4 Budget prévisionnel.....	41
Conclusion.....	42
Bibliographie.....	44
Uruguay et Mémoire.....	44
Activisme vidéo et cinéma.....	46
Annexe : Rapport de stage.....	48

Introduction

Dans le cadre du Master 2 Professionnel : Ingénierie de Projet avec l'Amérique Latine, j'ai choisi de m'intéresser à la thématique de la sensibilisation citoyenne à travers l'image et la vidéo. Lors de ma première année de Master, j'ai réalisé un mémoire de recherche sur l'activisme vidéo, et de manière plus précise, ce travail a permis de mettre en perspective les pratiques de vidéo-activisme (notamment grâce à l'usage des nouvelles technologies) pendant le mouvement social qui a secoué le Chili en 2019-2020, par rapport aux pratiques historiques de l'usage politique de la vidéo. J'avais notamment pu mettre en exergue la façon dont les collectifs d'activistes vidéo avaient pris part au mouvement social chilien. En particulier, la position de certains collectifs qui, face à la quantité importante d'images circulant déjà sur Internet (via les smartphones et les réseaux sociaux), avaient décidé de ne plus filmer directement dans la rue, préférant prendre du recul et agir surtout sur l'édition (post-production et montage), afin de resignifier les images et leur donner un poids supplémentaire. Dans l'objectif de continuer à travailler sur ces questions qui m'intéressent particulièrement, j'ai orienté mes recherches de terrain de stage vers des structures traitant ces thématiques en ciblant principalement les pays du Cône Sud¹, pour lesquels j'ai un grand intérêt pour diverses raisons personnelles.

De cette façon, j'ai identifié le *Colectivo Catalejo*, basé à Montevideo en Uruguay. Il s'agit d'un collectif, fondé en 2012, qui se considère comme « médiactiviste » centré sur les droits humains. À ce titre, le collectif développe des produits audiovisuels visant à sensibiliser aux problèmes sociaux qui affectent la population, enrichir le débat citoyen et promouvoir la participation sociale et culturelle². Ils traitent des thématiques récurrentes depuis leur création (féminisme, mémoire, jeunesse), ainsi que des sujets plus particuliers en fonction de l'actualité sociale, économique et/ou politique de l'Uruguay et de Montevideo. À première vue, le travail de cette structure correspondait parfaitement à mes intérêts, je suis donc entré en contact avec un de ses membres par le biais d'une connaissance. Ma candidature les a intéressé et nous avons organisé une réunion par Zoom au cours de laquelle j'ai pu échanger avec deux membres du *Colectivo Catalejo*. Au cours de cette rencontre, l'historique et le travail de la structure m'ont été présentés plus en détail, et nous avons discuté ensemble de la façon dont nous pourrions articuler leurs activités avec mes objectifs pédagogiques, c'est-à-dire la mise en application dans un milieu professionnel des compétences acquises lors de ma formation universitaire.

Ainsi, nous avons établi les tâches qui me seraient confiées pour la réalisation de ce stage : intégration aux réunions hebdomadaires de planification, travail et évaluation des projets en cours ;

¹ Argentine, Chili, Uruguay.

² Présentation du collectif sur son site web : <https://colectivocatalejo.org/quienes-somos/>

accompagnement du collectif sur les projets en cours (suivi, évaluation, budget) ; et surtout, coordination d'un projet de film documentaire sur le thème de la mémoire à travers la vie des étudiants persécutés avant et pendant la dictature militaire. Le projet principal sur lequel je devais travailler durant mon stage traitant du sujet de la mémoire, j'ai décidé d'orienter mon mémoire vers cette thématique en particulier.

Ce mémoire professionnel est l'aboutissement de mes deux années de Master au sein de l'IPEAT, appuyé par mes recherches entreprises dès le M1, il rend compte des apprentissages suivis au cours de cette dernière année de M2 IPAL : les enseignements théoriques portant sur l'ingénierie de projet, ainsi que leur mise en pratique lors d'un atelier tutoré, puis bien entendu lors de mon stage en Uruguay. Ce document est organisé en trois parties. Dans un premier temps, je présenterai la problématique de développement, la question de la mémoire concernant les crimes commis durant la dictature, et le contexte dans lequel elle a émergé : l'Uruguay sous régime autoritaire, et en particulier entre la fin des années 1960 et 1985. Dans un second temps, il sera question de l'utilisation de la vidéo comme outil politique, ses origines, objectifs, évolutions, ainsi que de la manière dont le *Colectivo Catalejo* s'est emparé de cet outil pour contribuer à l'amélioration du traitement des questions relatives à la mémoire dans le contexte actuel en Uruguay. Enfin, la troisième partie du document présente la formulation d'un projet complémentaire visant à contribuer à la problématique de développement étudiée. Ce projet, adapté au contexte observé et basé sur mon analyse de terrain, consistera en la réalisation d'un film documentaire.

1. L'Uruguay et la mémoire du passé récent

L'Uruguay est un pays d'Amérique du Sud situé sur la côte Atlantique, il est bordé par le Brésil et l'Argentine. De par sa démographie et sa superficie, il est l'un des plus petits pays du sous-continent : selon le dernier rapport de la CEPAL³, en 2022 on dénombrait 3,4 millions d'habitants en Uruguay⁴. À titre de comparaison, en Argentine et au Brésil, on compte respectivement 45 et 215 millions d'habitants. Bien qu'elle tende à se diversifier progressivement, l'économie uruguayenne est très centrée sur l'agriculture et l'élevage⁵, en particulier la viande bovine : l'Uruguay est le plus grand exportateur mondial de viande bovine si l'on rapporte les quantités exportées à sa population.

Comme de nombreux pays latino-américains entre les années 1960 et 1980, l'Uruguay a connu un coup d'État suivi d'une période de dictature. Mais la dictature uruguayenne possède des particularités en comparaison à de nombreux autres régimes autoritaires d'Amérique latine : elle est généralement considérée comme une dictature « civique militaire », et pas seulement militaire, dans le sens où il ne s'agit pas du renversement du pouvoir par l'armée comme au Chili ou en Argentine. Il s'agit d'un président élu démocratiquement qui décide de mettre fin au régime constitutionnel en dissolvant le Congrès et en léguant le pouvoir aux militaires. Si la période de dictature officielle s'étend de 1973 à 1985, le « glissement » progressif du pouvoir des politiques vers les militaires a commencé dès la fin des années 1960. C'est pourquoi il est nécessaire de revenir sur cette période de montée en puissance de l'autoritarisme avant d'évoquer la dictature officielle (1973-1985), puis le traitement des questions relatives à la mémoire à partir du retour à la démocratie, jusqu'à nos jours.

1.1 De la démocratie au régime autoritaire

L'Uruguay est un pays indépendant depuis 1830, son système politique s'est consolidé au début du 20^{ème} siècle autour de deux grands partis : le *Partido Nacional* ou *Blanco* (historiquement associé aux traditions rurales et conservatrices) et le *Partido Colorado* (plutôt lié aux élites urbaines). Ces deux partis traditionnels, considérés comme multi-idéologiques, ont pour point commun d'être foncièrement anticommunistes⁶. Le système politique uruguayen a donc longtemps été très marqué par ce bipartisme, puisqu'il faudra attendre les années 1970 pour voir émerger une troisième force politique : le *Frente Amplio*⁷, nous y reviendrons dans la suite de ce texte.

³ Comisión Económica para América Latina y el Caribe.

⁴ Comisión Económica para América Latina y el Caribe, *Observatorio Demográfico, 2022*, Santiago, 2022, p. 11.

⁵ Luis Bértola, « Le cycle 1998-2012 dans l'économie uruguayenne : une croissance soutenue sans risque de déséquilibres ? », *Cahiers des Amériques latines*, n° 77, 2014, p. 117.

⁶ Eugenia Allier Montaño, « Les disparus politiques en Uruguay, entre l'histoire et la mémoire », *Conserveries mémorielles*, n° 10, 2011, p. 23. [<https://journals.openedition.org/cm/891>, consulté le 17 février 2023].

⁷ *Ibid.*, p. 2.

Plutôt prospère au niveau économique pendant la première moitié du 20^{ème} siècle grâce à ses exportations (en particulier vers l'Europe et les États-Unis), l'Uruguay, dépendant des marchés extérieurs, va connaître une forte crise économique à partir du milieu des années 1950. Le déclin économique grandissant et la baisse générale des salaires vont faire émerger de fortes tensions sociales qui vont secouer le pays⁸. Les manifestations exprimant la colère des classes socio-économiques les moins favorisées seront de plus en plus réprimées, notamment par le gouvernement de Jorge Pacheco Areco (*Partido Colorado*, 1967-1971), qui dès 1968 va appliquer des mesures d'urgence en termes de sécurité (*Medidas Prontas de Seguridad*). Ces mesures permettent au gouvernement de suspendre certaines garanties individuelles constitutionnelles (liberté de circulation, droit de réunion, droits des travailleurs et syndicats, entre autres), de manière extraordinaire, dans des cas graves et imprévus d'attaque extérieure ou de troubles intérieurs⁹. L'application de ces mesures dans un contexte de crise sociale interne va se répéter et la montée de l'autoritarisme va largement contribuer à la polarisation sociale et politique grandissante de la société uruguayenne, selon l'historien Aldo Marchesi¹⁰.

Dans ce contexte de crise économique, sociale et politique une organisation totalement en rupture avec le système politique va faire son apparition : le *Movimiento de Liberación Nacional-Tupamaros* (MLN-T)¹¹. À partir de 1966, les *Tupamaros* utiliseront des méthodes de guérilla et de lutte armée contre les forces de police et militaires du pays. Ce mouvement poursuit deux objectifs principaux : répondre à la répression et à l'autoritarisme étatique croissant, ainsi que construire un régime alternatif par la voie révolutionnaire¹². Sous couvert de lutte contre la « subversion¹³ », les gouvernements constitutionnels vont accélérer le processus de « glissement » de leur pouvoir vers les militaires, estimant que « seules les forces armées avaient la capacité de faire face à la guérilla¹⁴ ». À partir de septembre 1971, c'est donc l'armée qui est en charge officiellement de cette lutte contre les *Tupamaros*, appliquant des mesures d'exception devenues permanentes, l'appareil armé du *MLN-T* sera considéré comme défait dès la fin de l'année 1972¹⁵. S'il est difficile de faire un bilan précis de la

⁸ *Idem*.

⁹ Magdalena Schelotto, « La dictadura cívico-militar uruguaya (1973-1985): militarización de los poderes del estado, transición política y contienda de competencias », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea*, n° 24, Vol. 4, 2015. [<https://journals.openedition.org/diacronie/3808>, consulté le 22/05/2023].

¹⁰ Aldo Marchesi, « Tupamaros et dictature : Débats sur le coup d'État de 1973 en Uruguay », *Revue d'histoire*, n° 105, 2010, p. 59.

¹¹ Eugenia Allier Montaño, *art. cit.*, p. 2.

¹² Aldo Marchesi, *art. cit.*, p. 64-65.

¹³ Toute personne considérée comme appartenant au mouvement *Tupamaro*, au *Frente Amplio* ou communiste était considérée comme subversive.

¹⁴ Eugenia Allier Montaño, *art. cit.*, p. 2.

¹⁵ *Idem*.

répression spécifique des *Tupamaros*, un rapport du Ministère de l'Intérieur estime que pour la période allant d'avril à octobre 1972, au moins 1 000 personnes liées au mouvement ont été emprisonnées et au moins 17 tuées, le reste étant en grande majorité en exil¹⁶. Aldo Marchesi a analysé les différentes théories concernant le rôle exact des *Tupamaros* dans ce contexte qui conduira à l'installation d'une dictature civico-militaire en 1973, il estime que le rôle du *MLN-T* a été largement surestimé, d'une manière générale, et plus particulièrement par les militaires, qui prolongeront l'idée de « menace subversive » au-delà du démantèlement du mouvement révolutionnaire, afin de justifier l'instauration du régime militaire¹⁷. Quoiqu'il en soit, le dernier bilan publié par le *Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente*, estime à 80 le nombre d'assassinats politiques perpétrés avec la responsabilité et/ou la permission de l'État pour la période « pré-dictatoriale » (1968-1973)¹⁸.

Au niveau institutionnel, le *Frente Amplio* se constitue comme parti politique en 1971, il s'agit d'une coalition intégrée par divers partis de gauche et de centre-gauche (*Partido Socialista*, *Partido Comunista*, *Partido Demócrata Cristiano* et quelques dissidents du *Partido Colorado* et du *Partido Nacional*) ainsi que par des organisations sociales. S'il existe des liens directs entre les membres et les convictions des *Tupamaros* et le *Frente Amplio*, les deux organisations diffèrent largement dans leur mode d'action. En effet, le *Frente Amplio* se présente comme la première force politique légale et institutionnelle capable de remettre en question la domination des deux partis traditionnels, ce qui par ailleurs, mettra en doute la stratégie de la lutte armée prônée par le *MLN-T*¹⁹.

Il faut également rappeler que ces années sont très marquées, sur le plan international, par une vague contre-révolutionnaire largement soutenue par les États-Unis, qui, suite à la révolution cubaine de 1959, mettent tous les moyens possibles pour éteindre les foyers révolutionnaires dans toute l'Amérique latine²⁰.

1.2 La dictature civique-militaire (1973-1985)

Si l'année 1973 est reconnue comme le début officiel de la dictature uruguayenne, nous venons de voir que l'application de mesures autoritaires a commencé bien avant. Cette date marque en réalité le coup d'État de Juan María Bordaberry (*Partido Colorado*), président élu démocratiquement en 1971. Lâché par une partie de son camp politique parce qu'il cède à la pression

¹⁶ Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente, *Operativos represivos contra el Movimiento de Liberación Nacional-Tupamaros*, Montevideo, 2015, p. 14.

¹⁷ Aldo Marchesi, *art. cit.*, p. 68.

¹⁸ Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente, *Asesinadas y asesinados políticos y fallecidos por responsabilidad y/o aquiescencia del Estado (1968-1973)*, Montevideo, 2019.

¹⁹ Aldo Marchesi, *art. cit.*, p. 59-60.

²⁰ Olivier Compagnon, « 1959, l'embrasement d'un continent », *L'Histoire*, n° 465, p. 39, 2019.

des militaires, le président Bordaberry forme un Conseil d'État constitué en grande majorité de ces mêmes militaires et décide de dissoudre le Congrès le 27 juin 1973. Ce Conseil d'État militaire s'empare alors de la totalité du pouvoir législatif du pays²¹. Selon Magdalena Schelotto, on qualifie la dictature uruguayenne de « civique-militaire » dans le sens où la majorité des partis politiques ont soutenu ce coup d'État, à l'exception du *Frente Amplio*²².

L'élimination des « subversifs » va de nouveau servir de justification aux putschistes, bien que le mouvement révolutionnaire armé ait été anéanti depuis déjà plusieurs mois, les mesures répressives se généraliseront donc aux membres des partis institutionnels (comme le *Frente Amplio*) ou simplement à toute personne identifiée comme communiste²³. L'armée considère alors que toutes les méthodes sont permises pour atteindre son objectif, ce qui aura pour conséquences un bilan des violations des droits humains extrêmement lourd²⁴. Selon le *rapport sur la violation des droits humains* du *Servicio Paz y Justicia* dévoilé en 1989²⁵, entre 1972 et 1985 on estime que des milliers de personnes ont été licenciées pour motifs politiques, 3 500 à 5 000 personnes ont été emprisonnées, une trentaine de militants de gauche (dont 16 mineurs) avaient « disparus » après leur enlèvement, 130 uruguayens avaient connu le même sort dans des pays voisins (Argentine, Chili et Paraguay)²⁶, et près de 150 militants politiques avaient été assassinés. Au total, entre 250 000 et 300 000 personnes ont dû s'exiler pour des motifs politiques entre 1968 et 1985, ce qui représente environ 10 % de la population de l'époque.

Sur les caractéristiques spécifiques de la répression lors de la dictature uruguayenne, Eugenia Allier Montaño précise²⁷ : « Il faut rappeler que les différentes dictatures en Amérique du Sud ont recouru à des formes spécifiques de répression. En Argentine, les militaires pensaient que la meilleure façon d'éliminer les *subversifs* était de les faire disparaître [...]. Au Chili, c'est surtout l'assassinat direct des opposants [...] qui a été privilégié. En Uruguay, le régime a opté pour l'emprisonnement. Néanmoins, la question de la disparition forcée de personnes a été une forme de répression utilisée dans tous les pays. »

²¹ Magdalena Schelotto, *art. cit.*

²² *Idem.*

²³ Eugenia Allier Montaño, *art. cit.*, p. 23.

²⁴ *Ibid.*, p. 3.

²⁵ Servicio Paz y Justicia, *Uruguay nunca más: Informe sobre la violación a los Derechos Humanos (1972-1985)*, Montevideo, SERPAJ, 1989.

²⁶ Entre 1975 et 1980, les services secrets de différentes dictatures militaires sud-américaines se sont coordonnés sous le nom de « Plan Condor », notamment afin de poursuivre et d'assassiner les « subversifs » qui se réfugiaient dans les pays voisins. L'Argentine, l'Uruguay et le Chili en sont les trois pays fondateurs.

Maud Chirio et Mariana Joffily, « La vérité sur le plan Condor », *L'Histoire*, n° 465, p. 42-47, 2019.

²⁷ Eugenia Allier Montaño, *art. cit.*, p. 23-24.

Le pouvoir militaire aura réussi à rendre quasiment inexistante toute forme de résistance face à la dictature²⁸. Il faudra attendre 1980 pour que, progressivement, une sortie du régime dictatorial soit envisagée lorsque la population a refusé la réforme constitutionnelle, comme l'explique Lauriane Bouvet²⁹ : « [...] en Uruguay le mode de transition à la démocratie ne laisse pas présager d'une rupture de la puissance des militaires. [...] il convient de rappeler qu'après sept ans de dictature, c'est à la suite de l'échec des militaires au référendum de 1980, qui cherchait à rendre leur présence légitime au moyen d'une réforme de la Constitution, que les militaires prendront lentement et prudemment le chemin qui les conduira à rendre le pouvoir aux politiques. » Les partis politiques traditionnels négocieront avec le régime militaire jusqu'en 1985 pour trouver une sortie à la dictature³⁰.

1.3 La lutte entre le souvenir et l'oubli du passé récent

Pour comprendre l'importance que revêt la mémoire dans le débat public en Uruguay, il est nécessaire de rappeler le cheminement de cette question depuis le retour à la démocratie. En effet, à partir de 1985 et la fin officielle de la dictature civile militaire, les questions de mémoire, justice et vérité deviennent un enjeu majeur dans une société uruguayenne qui reste très polarisée entre le souvenir et l'oubli du passé récent³¹. Avec d'un côté, les partisans d'une *mémoire de dénonciation*, qui considèrent que la consolidation de la démocratie n'est possible qu'à travers la connaissance et la reconnaissance des violations des droits de l'Homme commises par l'État et les jugements des personnes qui les ont commises, ils exigent ainsi *vérité et justice* (il s'agit des organisations de défense des droits de l'Homme, des groupes de victimes de la répression, du *Frente Amplio*, du *Nuevo Espacio*³², des syndicats et de secteurs minoritaires du *Partido Colorado*). De l'autre côté, ceux qui préféreraient oublier le passé, estimant que les « excès » commis étaient une réponse au « terrorisme subversif » dans une période de « guerre » (il s'agit des forces armées, du *Partido Colorado* et de la majorité du *Partido Nacional*)³³. À ce titre, la *Teoría de los dos demonios*³⁴ est fréquemment utilisée, elle permet de légitimer le coup d'État et les exactions de l'armée en considérant que la société a été victime d'une « guerre » entre deux forces antagonistes, la guérilla et l'armée, renvoyant ces deux parties à un même

²⁸ *Ibid.*, p. 3.

²⁹ Lauriane Bouvet, *Uruguay 1985-2013 : pour une mémoire de la justice. L'évolution du traitement judiciaire des affaires de violations des Droits de l'Homme dans la démocratie post-dictatoriale*, Université Grenoble Alpes, 2014, p. 52.

³⁰ Eugenia Allier Montaño, *art. cit.*, p. 3.

³¹ *Idem.*

³² Il s'agit d'un groupe politique fondé en 1989, issu d'une division au sein du *Frente Amplio*. Depuis 2004, le *Nuevo Espacio* a réintégré la coalition du *Frente Amplio*.

³³ Eugenia Allier Montaño, *art. cit.*, p. 4.

³⁴ Carlos Demasi, « Un repaso a la teoría de los dos demonios », in Aldo Marchesi & al. (coord.), *El presente de la dictadura : Estudios y reflexiones a 30 años del golpe de Estado en Uruguay*, Montevideo, Trilce, 2004, p. 67.

degré de responsabilité. Bien que n'ayant aucun fondement historique (elle est apparue bien après le coup d'État, notamment), cette théorie reste très présente dans le débat public selon l'historien Carlos Demasi³⁵. Quoiqu'il en soit, le premier président élu démocratiquement après la dictature (1985), Julio María Sanguinetti (*Partido Colorado*), se retrouve dans le second camp : il estime que la démocratie n'est possible qu'à travers « la paix, le pardon et l'oubli, afin que tous les Uruguayens puissent vivre ensemble³⁶ ».

Le 8 mars 1985, la Loi de Pacification nationale est mise en place, elle entérine la libération et l'amnistie des prisonniers politiques (comme explicité précédemment, le recours à l'emprisonnement fut la méthode de répression privilégiée en Uruguay), ainsi que l'ouverture d'une Commission nationale de rapatriement afin de faciliter le retour des uruguayens en exil. Si la question des prisonniers fut rapidement traitée, les questions de *justice* et de *vérité* exigées par l'*Asociación de Madres y Familiares de Uruguayos Detenidos Desaparecidos* n'auront pas connu le même sort. Elle exigeait notamment le jugement des militaires et policiers auteurs de violations des droits de l'Homme³⁷.

Dans cette optique d'oubli du passé, en décembre 1986, alors que les tribunaux de Justice enquêtaient sur plus de 700 cas de violations des droits humains, le *Partido Nacional* propose au Parlement le projet de la Loi de caducité de la prétention punitive de l'État. Une fois ratifiée, cette loi communément appelée « Loi d'impunité » aura un impact majeur sur les questions de justice : en effet, elle stoppe les procès en cours et met fin à l'exercice de la prétention punitive de l'État par rapport aux militaires et policiers accusés d'avoir commis des actes délictueux avant le 1^{er} mars 1985³⁸. Selon Eugenia Allier Montaño, on peut considérer cette loi comme « une sorte de décret gouvernemental de l'oubli³⁹ ». Les opposants à cette loi parviendront à recueillir les signatures nécessaires à la convocation d'un référendum selon la Constitution uruguayenne⁴⁰. Ainsi, le 16 avril 1989, le peuple uruguayen est appelé à se prononcer pour ou contre le maintien de cette loi : c'est le maintien qui l'emportera avec 56,1 % des suffrages⁴¹. « Après le référendum d'avril 1989, les organisations de défense des droits de l'Homme, le groupe *Familiares*⁴², les syndicats et les partis politiques qui avaient lutté pour établir la justice et la vérité sur les violations des droits de l'Homme

³⁵ Eugenia Allier Montaño, *art. cit.*, p. 4.

³⁶ *Idem.*

³⁷ *Ibid.*, p. 5.

³⁸ *Ibid.*, p. 8.

³⁹ *Ibid.*, p. 9.

⁴⁰ 25 % du total des personnes habilitées à voter.

⁴¹ Eugenia Allier Montaño, *art. cit.*, p. 9.

⁴² Asociación de Madres y Familiares de Uruguayos Detenidos Desaparecidos.

se sont éclipsés de la scène publique et de discussion, en considérant que la question avait été réglée d'une façon démocratique. »⁴³

Il faudra attendre plusieurs années pour assister au retour des débats sur le passé récent dans l'arène publique : « Le milieu des années 1990 est marqué par un évènement important : la première Marche du Silence, du 20 mai 1996 réunit plus de 50 000 personnes sous le slogan « *Verdad, Memoria y Nunca Más* ». Cette manifestation marque un retour progressif des thèmes de vérité et de mémoire du passé récent dans l'agenda public, ce qui se traduit par une augmentation de la production de témoignages, d'articles de presse et de travaux universitaires.⁴⁴ » Suggérée par le groupe politique *Nuevo Espacio*, elle est depuis cette date organisée tous les ans le 20 mai par l'association *Familiares*⁴⁵. Ainsi, on ne demande plus la justice (car la loi ne le permet pas), mais bien la vérité et la mémoire, les revendications se concentrant alors sur la question des disparus⁴⁶.

En 2000, le président Jorge Batlle (*Partido Colorado*) décrète la création de la Commission pour la paix dans le but officiel de « dar los pasos posibles para determinar la situación de los detenidos – desaparecidos durante el régimen de facto⁴⁷ ». Cette commission n'a aucun pouvoir juridique, et selon Eugenia Allier Montaño, le choix du concept de paix pour la nommer traduit l'idée d'une « guerre » entre deux camps (les forces armées et la guérilla) qu'il fallait réconcilier⁴⁸. La Commission aura tout de même permis une reconnaissance officielle du fait que des agents de l'État aient commis des violations des droits humains durant la dictature, même si aucune condamnation individuelle ou institutionnelle n'a été prise, cela n'entrant pas dans le champ de cette Commission pour la paix. En avril 2003, le président Batlle accepte officiellement le rapport de la Commission et entérine ainsi dans *l'histoire officielle* certains faits : « que les disparus étaient morts, qu'ils n'étaient pas morts à la suite d'une guerre, et qu'il y avait bien eu violations des droits de l'Homme pendant la dictature⁴⁹ ». Il estime que cette reconnaissance clôture officiellement la question des disparus en Uruguay.

Mais en 2005, l'élection à la présidence de Tabaré Vázquez (*Frente Amplio*), premier président n'appartenant pas à un des deux partis traditionnels (*Colorado* ou *Nacional*), vient remettre sur la table les questions de *justice* et *vérité* : « Vázquez a été le premier président à décider de connaître le sort

⁴³ Eugenia Allier Montaño, *art. cit.*, p. 10.

⁴⁴ Lauriane Bouvet, *op. cit.*, p. 22-23.

⁴⁵ Gabriel Bucheli & al., *Vivos los Llevaron... Historia de la Lucha de Madres y Familiares de Uruguayos Detenidos Desaparecidos (1976-2005)*, Montevideo, Trilce, 2005, p. 82.

⁴⁶ Eugenia Allier Montaño, *art. cit.*, p. 11.

⁴⁷ Presidencia de la República, *Resolución de la Presidencia de la República N° 858/2000*, 9 août 2000 (Diario Oficial N° 25.583, 17 août 2000). [<https://www.impo.com.uy/858-2000>, consulté le 10/02/2023].

⁴⁸ Eugenia Allier Montaño, *art. cit.*, p. 13.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 14.

des disparus, et qui plus est, à chercher à les localiser, en montrant de cette façon une ample différence avec les gouvernements qui l'ont précédé. Ensuite, il a démontré que les disparus peuvent être localisés.⁵⁰ » Le premier président uruguayen « de gauche » a réussi à contourner la Loi de caducité de 1986, permettant la condamnation en septembre 2006 de plusieurs anciens militaires et policiers pour la disparition de 3 militants de gauche, ce fut la première condamnation de justice depuis la fin de la dictature en 1985⁵¹. Plusieurs autres condamnations auront lieu par la suite. En octobre 2009, un nouveau référendum sur la Loi de caducité est organisé, mais une nouvelle fois, les voix ne suffiront pas (47,98 %) à faire annuler la loi⁵². Si cette loi n'a pas été totalement annulée, depuis 2011 elle a été déclarée invalide par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme et n'est donc plus applicable⁵³.

D'une manière générale, on remarque que le traitement des questions de mémoire, justice et vérité a évolué différemment selon les partis politiques au pouvoir depuis la fin de la dictature : en effet, les mesures allant le plus dans le sens de l'impunité ont été prises sous les gouvernements les plus conservateurs (*Partido Nacional*), tandis que les plus grandes avancées en faveur de la justice ont dû attendre la prise de pouvoir du *Frente Amplio* (2005). Cependant, il est important de relever que ces avancées restent relativement maigres, et qu'elles sont avant tout le fruit du travail impulsé par *Familiares*, acteur principal autour de ces questions dans le débat public en Uruguay. Dans un pays souvent caractérisé par sa *partidocracia*⁵⁴ (le fait que la vie politique et sociale soit habituellement dictée par la dynamique des partis politiques), cela montre à quel point l'association fondée par les mères et familles des victimes de la dictature a su mobiliser un mouvement social autour de cette cause au fil des années. On constate également que durant les premières années post-dictature en Uruguay « c'est d'abord la question des prisonniers politiques et celle des divers sites d'emprisonnement qui ont pris de l'importance⁵⁵ », avant de se tourner progressivement vers la question des disparus et de la vérité.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 15.

⁵¹ *Ibid.*, p. 16.

⁵² *Idem.*

⁵³ Lauriane Bouvet, *op. cit.*, p. 256.

⁵⁴ Gerardo Caetano, José Rilla & Romero Pérez, « La partidocracia uruguayana, historia y teoría de la centralidad de los partidos políticos », *Cuadernos del CLAEH*, n° 12, 1987, p. 37-61.

⁵⁵ Susana Draper, Victimes du souvenir et de l'oubli, *Témoigner. Entre histoire et mémoire*, n° 118, 2014, p. 121. [<https://journals.openedition.org/temoigner/961>, consulté le 17 février 2023].

1.4 La question de la mémoire dans le contexte politique uruguayen actuel

En 2023, soit 50 ans après le coup d'État et 38 après la fin de la dictature, la problématique de la mémoire du passé récent en Uruguay est loin d'être résolue. Plusieurs événements ayant eu lieu ces derniers mois nous le rappellent.

Un projet de loi présenté par *Cabildo Abierto* (parti politique d'extrême droite, fondé en 2019) visant à permettre aux condamnés de plus de 65 ans d'effectuer leurs peines de prison à domicile est actuellement en cours de discussion et sera très probablement soumis au vote des députés d'ici quelques mois⁵⁶. Ce projet, très critiqué par les défenseurs des droits humains, bénéficierait directement à certains anciens militaires et policiers actuellement emprisonnés pour leur responsabilité dans des crimes commis durant la période de Terrorisme d'État⁵⁷. Cela nous rappelle que les maigres condamnations obtenues sur le plan judiciaire sont encore remises en question aujourd'hui.

Le 6 juin 2023, sur le terrain du bataillon 14 de parachutistes de Toledo, situé à une vingtaine de kilomètres de la capitale, les restes osseux d'un corps humain ont été découverts par l'équipe de recherche de la *Institución Nacional de Derechos Humanos*⁵⁸. Ce terrain militaire a été utilisé comme centre de détention et de torture durant la dictature, ainsi que pour enterrer des corps de victimes, comme ceux de Julio Castro et Ricardo Blanco Valiente, découverts à une centaine de mètres respectivement en 2011 et 2012. Le corps retrouvé récemment est actuellement en cours d'identification, s'il s'avérait être celui d'une personne disparue victime du Terrorisme d'État, il s'agirait seulement de la sixième personne retrouvée depuis le début de ce type de fouilles en 2005⁵⁹, sur un total de 197 personnes disparues du fait de la responsabilité et/ou de la permission de l'État selon la dernière actualisation du *Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente*⁶⁰. Cette nouvelle découverte conforte l'association *Familiares* dans son combat, qui met tout en œuvre depuis

⁵⁶ El Observador, « Prisión domiciliaria: Cabildo Abierto pide definición pero sabe que perdió la apuesta », *El Observador*, 28 septembre 2022. [<https://www.elobservador.com.uy/nota/prision-domiciliaria-a-mayores-de-65-cabildo-abierto-pide-definicion>, consulté le 26 juin 2023].

⁵⁷ Aujourd'hui, on dénombre 24 personnes emprisonnées pour ces crimes, jugées entre 2006 et 2023.

⁵⁸ La Diaria, « Lo que cuenta la tierra : Familiares visitó el Batallón 14 luego del hallazgo de restos humanos », *La Diaria*, 7 juin 2023. [<https://ladiaria.com.uy/justicia/articulo/2023/6/lo-que-cuenta-la-tierra-familiares-visito-el-batallon-14-luego-del-hallazgo-de-restos-humanos/>, consulté le 26 juin 2023].

⁵⁹ La Diaria, « Restos de detenidos desaparecidos: desde que comenzó la búsqueda en 2005 sólo se encontraron los de cinco personas », *La Diaria*, 6 juin 2023. [<https://ladiaria.com.uy/justicia/articulo/2023/6/restos-de-detenidos-desaparecidos-desde-que-comenzo-la-busqueda-en-2005>, consulté le 26 juin 2023].

⁶⁰ Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente, *Personas detenidas desaparecidas por responsabilidad y/o aquiescencia del Estado*, Montevideo, 2019.

plusieurs décennies maintenant afin de connaître le sort de ces victimes toujours considérées comme disparues, et pour lesquelles les familles attendent encore de pouvoir faire le deuil.

Enfin, le 15 juin 2023, l'État uruguayen a dû reconnaître sa responsabilité dans l'assassinat de *las Muchachas de Abril*⁶¹ et la disparition forcée de deux autres personnes, lors d'une cérémonie publique organisée au *Palacio Legislativo*. Cet acte de reconnaissance fait suite à une condamnation prononcée par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme en 2021, demandant à l'État uruguayen d'organiser cette cérémonie officielle en présence d'autorités représentant les trois pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire), ainsi que des représentants des victimes. Lors de cet événement tenant une forte charge symbolique, l'absence du président Luis Lacalle Pou (*Partido Nacional*) fût particulièrement critiquée par le groupe *Familiares*⁶². L'association estimant que sa présence en tant que président de la République et chef des forces armées était fondamentale. On notera également l'absence totale des députés et sénateurs du parti d'extrême droite *Cabildo Abierto*, qui ne reconnaissent pas la sanction du CIDH, remettant en cause le récit « imposé » des événements ayant conduit à la mort des trois jeunes femmes⁶³.

En résumé, on observe que le thème de la mémoire du passé récent est aujourd'hui encore un sujet très clivant dans la société uruguayenne. Deux visions s'affrontent depuis 1985 : celle du *souvenir* et celle de *l'oubli*. Les positions des différents acteurs sociaux semblent n'avoir que très peu évolué depuis le retour de la démocratie.

Du côté du *souvenir*, emmené par l'organisation *Familiares* et le reste du mouvement social qu'elle a mobilisé (différents organismes de défense des droits humains, le *Frente Amplio*, ou bien des associations comme *Crysol*⁶⁴) on continue de réclamer mémoire, justice et vérité, d'abord car les familles des victimes ont besoin de savoir ce qui s'est réellement passé avec leurs proches disparus, que les coupables soit jugés et que l'État assume pleinement sa responsabilité dans les crimes perpétrés ; dans un second temps, et c'est certainement la demande la plus visible aujourd'hui, pour que plus jamais l'Uruguay ne connaisse de régime autoritaire comme celui des années 1970, illustrée par le célèbre slogan « *Nunca más* ». D'ailleurs, cette année la « consigne » accompagnant la Marche

⁶¹ Il s'agit de trois jeunes femmes (Laura Raggio, Diana Maidanik et Silvia Reyes) assassinées par des militaires le 21 avril 1974.

⁶² 970 Universal, « Entre silbidos, familiares criticaron ausencia de Lacalle en acto por Muchachas de Abril », *970 Universal*, 15 juin 2023. [<https://970universal.com/2023/06/15/entre-silbidos-familiares-criticaron-ausencia-de-lacalle-en-acto-por-muchachas-de-abril/>, consulté le 26 juin 2023].

⁶³ Montevideo Portal, « “Es bochornoso”, dijo Manini Ríos sobre acto por Muchachas de Abril, al que Cabildo no irá », *Montevideo Portal*, 14 juin 2023. [<https://www.montevideo.com.uy/Noticias/-Es-bochornoso-dijo-Manini-Rios-sobre-acto-por-Muchachas-de-Abril-al-que-Cabildo-no-ira>, consulté le 26 juin 2023].

⁶⁴ Association de défense des ex-prisonniers politiques en Uruguay.

du Silence, qui change chaque année, était la suivante : « *¿Dónde están? Nunca más Terrorismo de Estado* ».



Figure 1 : *Marcha del Silencio*, 20 mai 2023, *Colectivo Catalejo*

Du côté de l'oubli du passé récent, on retrouve en tête de file des acteurs politiques, surtout conservateurs, ayant des accointances avec les militaires, comme c'est le cas des représentants du parti d'extrême droite *Cabildo Abierto*. Ils n'hésitent pas à tenir des propos négationnistes sur les faits commis durant la dictature et à justifier coûte-que-coûte les agissements des forces armées⁶⁵.

Les deux camps sont engagés dans une bataille qui s'exprime surtout dans le champ médiatique, dans un conflit qui semble impossible à résoudre. Les défenseurs de la mémoire n'envisagent pas de mettre fin à leur combat tant qu'il y aura des cas non résolus, et l'essoufflement générationnel du mouvement social que l'on pouvait imaginer il y a quelques années n'a finalement pas eu lieu (il y a même de plus en plus de personnes mobilisées chaque année selon *Familiares*). Les

⁶⁵ La Diaria, « Domenech sobre acto de reconocimiento: "¿Cómo se puede imponer al Estado democrático una humillación de esta naturaleza?" », *La Diaria*, 15 juin 2023. [<https://ladiaria.com.uy/politica/articulo/2023/6/domenech-sobre-acto>, consulté le 26 juin 2023].

défenseurs les plus fervents de l'oubli n'ont, quant à eux, aucune raison de changer de fusil d'épaule, d'autant plus que certains d'entre eux seraient susceptibles d'être inquiétés par la justice pour leur implication si la vérité venait à être dévoilée. C'est le cas de nombreux anciens militaires encore en vie et libres, voire très actifs sur le plan politique comme Guido Manini Ríos, actuellement sénateur et qui fut candidat aux dernières élections présidentielles pour *Cabildo Abierto*. Ancien commandant en chef des armées de 2015 à 2019, il a intégré le Bataillon 14⁶⁶ en 1978, où il a gravi les échelons militaires notamment durant les années où le centre servait de lieu de torture et de détention.

Au milieu de ces deux forces antagonistes, se trouvent les partis politiques traditionnels historiques (*Nacional* et *Colorado*), qui sont trop larges et multi-idéologiques pour pouvoir être considérés comme partie prenante claire du débat. Les deux formations politiques ont dans leurs rangs des représentants défendant l'une ou l'autre des deux visions. Mais les postures officielles du président de la République et des ex-présidents lors de la cérémonie marquant les 50 ans du coup d'État, le 27 juin 2023, tendent plutôt vers des objectifs de « paix », « démocratie » et « union nationale », sans jamais mentionner les concepts de *justice*, *vérité* ou *mémoire*⁶⁷. Ainsi, les partis traditionnels donnent le sentiment de ne pas vouloir prendre parti de façon claire dans ce débat extrêmement clivant. Ce qui confirme une tendance observée depuis 1985, le pouvoir politique ne montre pas de volonté forte de s'emparer de la question. À ce propos, si l'on peut saluer les quelques avancées obtenues sous les gouvernements du *Frente Amplio*, on peut également souligner qu'elles restent relativement maigres face aux demandes du mouvement social et si l'on tient en compte la durée pendant laquelle le *Frente Amplio* a été au pouvoir (2005-2020) et la posture officielle du parti qui a toujours été de défendre la mémoire, son bilan est jugé décevant. Les raisons précises expliquant ce manque d'implication du pouvoir politique peuvent être multiples : on peut penser qu'il serait très risqué pour les grands partis, d'un point de vue électoral, de s'emparer pleinement de la question et de « s'attaquer » trop frontalement aux militaires par exemple, tant le sujet divise l'opinion publique. On peut aussi imaginer que cela pourrait fragiliser l'équilibre trouvé depuis les négociations de fin de dictature entre le pouvoir politique et militaire. Ces questions nécessiteraient une analyse à part entière. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui nous observons une situation qui évolue peu et assez lentement et dans laquelle le pouvoir politique semble se complaire. Cela confirme une fois de plus le rôle majeur du mouvement social dans la lutte pour la mémoire, la justice et la vérité concernant le passé récent en Uruguay.

⁶⁶ Lieu où furent retrouvés trois corps depuis 2011.

⁶⁷ RFI, « "Nunca más", dicen presidente y expresidentes de Uruguay en 50 aniversario del golpe de Estado », RFI, 28 juin 2023. [<https://rfi.my/9fhd>, consulté le 28 juin 2023].

2. La vidéo comme outil politique au service de la mémoire

Dans cette deuxième partie du mémoire, nous nous intéresserons d'abord à l'usage politique de la vidéo, avant de nous focaliser sur la manière dont il peut contribuer à notre problématique de développement, c'est-à-dire améliorer le traitement des questions de mémoire du passé récent en Uruguay.

2.1 La vidéo comme outil politique

Cette sous-partie du document a pour objectif de dresser un état des lieux de l'usage de la vidéo à des fins politiques, depuis les débuts du cinéma jusqu'à nos jours, en tentant de décrire au mieux ses origines, objectifs et évolutions. Nous nous intéresserons principalement à l'émergence du cinéma militant des années 1960-1970, notamment certaines expériences latino-américaines, avant d'aborder les nouvelles pratiques et leur évolution récente induites par les transformations technologiques du début du 21^{ème} siècle, puis de mettre en exergue la vidéo politique en Uruguay.

2.1.1 Les origines de l'activisme vidéo

Selon Tina Askanius, le terme *activisme vidéo* s'utilise surtout depuis les années 1980, suite à la commercialisation des caméscopes à usage domestique, provoquant une forte augmentation de la production de vidéos dites alternatives⁶⁸. Mais ce genre de pratiques n'a pas attendu l'apparition des caméras personnelles pour émerger, Jane M. Gaines estime qu'il existe depuis l'histoire précoce du cinéma, au début du 20^{ème} siècle⁶⁹. On présente souvent Dziga Vertov, cinéaste soviétique d'avant-garde, comme un pionnier du cinéma documentaire, dès les années 1920 il défend l'utilisation du cinéma comme outil de compréhension et d'analyse de la société⁷⁰. Il théorise le concept de *ciné-œil* lors de la publication d'un manifeste dans lequel il exhorte à s'affranchir des « scénarios-histoires de la bourgeoisie⁷¹ » et à montrer le monde d'une façon plus objective, de ce concept découlera le mouvement *Kino-pravda* (« Ciné-vérité »). Pour Bill Nichols, célèbre théoricien états-unien du film documentaire, la *Workers Film and Photo League of America* utilise la vidéo à des fins de changement social radical dès 1928⁷². Ce groupe était intégré à un mouvement international de cinéma ouvrier dont les principales orientations étaient guidées par Moscou⁷³. En 1932, Alexandre Medvedkine

⁶⁸ Tina Askanius, « Genealogía del video para el cambio. Videoactivismo y video radical online », in Francisco Sierra & David Montereio (coord.), *Videoactivismo y movimientos sociales. Teoría y praxis de las multitudes conectadas*, Barcelone, Gedisa, 2015, p. 8.

⁶⁹ Jane M. Gaines, « Documentary radicality », *Canadian Journal of Film Studies*, Vol. 16, n° 1, 2007.

⁷⁰ Jacques Aumont & Michel Marie, « U-V », in Jacques AUMONT & Michel MARIE (coord.), *Dictionnaire théorique et critique du cinéma*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 278.

⁷¹ Dziga Vertov, « Kinoks-Révolution (Kinoki. Perevorot) », *LEF*, n° 3, 1923.

⁷² Bill Nichols, « Newsreel: Film and revolution », *Cinéaste*, Vol. 5, n° 4, 1973, p. 7.

⁷³ *Idem*.

parcourt l'URSS avec son *ciné-train* : « trois wagons qui sont à la fois studio de tournage, dépôts de matériel, salle de montages, laboratoire de développement et salle de projection⁷⁴ ». Il peut ainsi filmer les ouvriers du pays, monter et montrer les films très rapidement, de ville en ville, dans l'objectif de contribuer à la diffusion des idées du régime soviétique⁷⁵. Aux États-Unis, Michael Shamberg théorise le mouvement *guerrilla television* dans un manifeste publié en 1971⁷⁶, quelques années seulement après l'apparition sur le marché des premiers caméscopes personnels. Ce manifeste défend l'idée selon laquelle ces nouvelles technologies peuvent être utilisées par et pour le peuple, dans l'objectif de proposer une alternative aux médias hégémoniques traditionnels⁷⁷.

En France, on relève que le cinéma militant se développe à un rythme particulièrement accéléré pendant les périodes les plus agitées au niveau social et politique⁷⁸, dès les années 1930 autour du Front Populaire notamment. Mais ce sont les révoltes de Mai 68 et les années suivantes qui marqueront un tournant dans l'activisme vidéo en France. Romain Lecler estime que cette période prolifique voit émerger un genre à part entière, qu'il nomme *cinéma militant français* qui contribuera à mobiliser et à structurer les luttes⁷⁹. Généralement réalisé avec peu de moyens, il affiche la volonté de donner la parole aux dominés du champ social (ouvriers, paysans, immigrés, femmes, employés, etc.), des populations invisibilisées par la télévision et le cinéma traditionnel⁸⁰. Ulrike Lune Riboni fait également écho des liens étroits entre le militantisme et les cinéastes durant cette période : « Des collectifs militants accompagnent donc ponctuellement le cinéma par l'intermédiaire de cinéastes à qui ils passent commande ou qu'ils accompagnent dans leurs réalisations⁸¹ ».

2.1.2 Cinéma militant d'Amérique latine

Le *nouveau cinéma latino-américain* émerge également dans les années 1960, il s'inscrit dans un contexte bien particulier : « Le triomphe de la Révolution cubaine en 1959 impliqua un changement radical dans la réalité politique et sociale latino-américaine » et inspira certains mouvements de gauche qui souhaitaient une révolution latino-américaine s'inspirant de « la théorie des « foyers »

⁷⁴ Jean-Michel Frodon, *La projection nationale : Cinéma et nation*, Paris, Odile Jacob, 1998, p. 45.

⁷⁵ *Idem*.

⁷⁶ Michael Shamberg, & Raindance Corporation. *Guerrilla Television*, New York, Holt, 1971.

⁷⁷ Deirdre Boyle, « From Portapak to Camcorder: a brief history of guerrilla television », *Journal of Film and Video*, Vol. 44, n° 1, 1992, p. 69.

⁷⁸ Pascal Dupuy, Christiane Passevant & Larry Portis, « Sciences sociales et cinéma engagé », *L'Homme et la société*, n° 127-128, 1998, p. 4.

⁷⁹ Romain Lecler, « Gauchir le cinéma : un cinéma militant pour les dominés du champ social (1967-1980) », *Participations*, n° 7, 2013, p. 121.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 98.

⁸¹ Ulrike Lune Riboni, *Vidéoactivismes : Contestation audiovisuelle et politisation des images*, Paris, Éditions Amsterdam, 2023, p. 64.

révolutionnaires⁸² ». Ces cinéastes estimaient que l'Amérique latine subissait une situation néocoloniale, du fait de l'hégémonie politique et économique que leur imposait les États-Unis (et dans une moindre mesure l'Europe)⁸³. Susanna Velleggia estime que le cinéma politique des années 1960 en Amérique latine est directement lié aux mobilisations sociales et politiques de l'époque⁸⁴, que les réalisateurs impliqués avaient décidé de « hacer del cine una herramienta de combate para el cambio⁸⁵ » et que, finalement, ce cinéma s'inscrit dans la dynamique sociale globale de l'époque où l'articulation entre les milieux professionnels et intellectuels et celle des étudiants avec les secteurs populaires organisés ont des demandes d'ordre politique, culturel, social et économique face à trois ennemis-associés : « el imperialismo norteamericano, las oligarquías locales y las dictaduras militares⁸⁶ ».

En 1968, à l'occasion du premier Festival de cinéma documentaire d'Amérique latine organisé à Mérida, un des films les plus emblématiques du cinéma militant d'Amérique latine fut diffusé pour la première fois sur le sous-continent : *La Hora de los hornos*⁸⁷. Ses réalisateurs argentins Octavio Getino et Fernando Solanas, à travers le *Grupo Cine Liberación* qu'ils fondent autour de ce film, défendent l'utilisation du cinéma à des fins de décolonisation culturelle et de combat contre le pouvoir dominant, par l'intermédiaire d'une transformation dans la conscience des masses⁸⁸. Le film dénonce le néocolonialisme et la situation de dépendance de l'Argentine par rapport aux États-Unis et à l'Europe, et appelle à la révolte comme seul moyen de se libérer de l'opresseur. Ils vont également théoriser la pratique de leur groupe par le biais du manifeste *Hacia un tercer cine*⁸⁹ publié en 1969. Le *tercer cine*, qui peut être traduit en français par *troisième cinéma* ou *tiers cinéma*, illustre la volonté de créer un « cinéma en marge du système, pour dépasser le cinéma progressiste traditionnel, attiser le feu de la révolution, hâter son avènement⁹⁰ ». Le manifeste définit ce cinéma comme un acte inachevé, en perpétuel processus de construction/reconstruction, où les rôles de spectateur/acteur s'estompent

⁸² Ignacio Del Valle Dávila, *Le nouveau cinéma latino-américain, 1960-1974*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 21.

⁸³ *Ibid.*, p. 22.

⁸⁴ Susana Velleggia, *La máquina de la mirada: los movimientos cinematográficos de ruptura y el cine latinoamericano*, Buenos Aires, Altamira, 2009., p. 182.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 188.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 186.

⁸⁷ Octavio Getino & Fernando Solanas, *La Hora de los hornos*, Argentine, Grupo Cine Liberación, 1968.

⁸⁸ Octavio Getino, « Argentine », in Guy Hennebelle & Alfonso Gumucio-Dagron (dir.), *Les Cinémas de l'Amérique latine : pays par pays, l'histoire, l'économie, les structures, les auteurs, les œuvres*, Paris, Lherminier, 1981, p. 44.

⁸⁹ Octavio Getino & Fernando Solanas, « Hacia un tercer cine », *Tricontinental*, Vol. 13, 1969, p. 120-155.

⁹⁰ Monique Blaquièrre-Roumette & Bernard Gille, *Films des Amériques latines*, Paris, Éditions du temps, 2001, p. 34.

et se mêlent, appelant le spectateur à sortir de sa passivité et ainsi à passer à l'action⁹¹. Les groupes de cinéastes *Cine Liberación* et *Cine de la Base* partagent également « la idea del cine como herramienta de contrainformación⁹² ». Cette démarche cinématographique se veut résistante, clandestine, collective et s'inscrit dans des réseaux d'entraide internationaux⁹³. On peut également considérer que cette démarche s'inscrit dans le courant tiers-mondiste, de par la convocation à plusieurs reprises dans le manifeste de la parole de Frantz Fanon, grand penseur du mouvement⁹⁴.

Au Chili, le cinéma militant est intimement lié à l'expérience de la *Unidad Popular*⁹⁵ et des événements qui l'ont accompagné (1970-1973), avant cela il est jugé « encore embryonnaire⁹⁶ ». La trilogie de Patricio Guzmán, *La Batalla de Chile*⁹⁷, constitue une œuvre emblématique du cinéma militant chilien des années 1970 pour différentes raisons. Tout d'abord, le projet initial était de « filmer tout ce qui se passe⁹⁸ » afin de rendre compte de l'expérience de la *Unidad Popular*, et ainsi tenter de renforcer le projet socialiste en utilisant le documentaire comme support. Le réalisateur et son équipe sont alors convaincus d'être en train de vivre un épisode « unique et transcendant pour l'histoire actuelle du Chili⁹⁹ », les images sont tournées au cœur de l'action (mobilisations dans la rue, grèves, occupations d'usines, débats, etc.)¹⁰⁰. Ensuite, le coup d'État de 1973 a évidemment impacté fortement ce travail, marquant l'arrêt du tournage et l'exil de Patricio Guzmán ainsi que de certains de ses collaborateurs. La post-production des trois parties composant *La Batalla de Chile* a donc été réalisée en exil, entre 1974 et 1979¹⁰¹. Le fait de travailler depuis l'exil est également caractéristique du cinéma militant chilien d'après 1973, puisque les cinéastes soutenant la *Unidad Popular* sont persécutés par le régime militaire. À ce moment, l'objectif du documentaire évolue et devient une dénonciation internationale du régime autoritaire de Pinochet¹⁰². Ignacio Del Valle Dávila estime d'ailleurs que la différence est frappante entre les films tournés et sortis entre 1970 et 1973, et ceux qui seront montés depuis l'exil. Les premiers se caractérisaient par leur instantanéité et donc leur

⁹¹Charo López Marsano, « Por las sendas argentinas. Un derrotero por el cine político-militante de Raymundo Gleyzer », *Fotocinema*, n° 17, 2018, p. 80.

⁹²*Ibid.*, p. 81.

⁹³Ulrike Lune Riboni, *Vidéoactivismes : Contestation audiovisuelle et politisation des images*, Paris, Éditions Amsterdam, 2023, p. 78.

⁹⁴*Idem.*

⁹⁵Coalition regroupant plusieurs partis politiques de gauche emmenée par le socialiste Salvador Allende.

⁹⁶Guy Hennebelle, « L'impact du troisième cinéma », *Tiers Monde*, Vol. 20, n° 79, 1979, p. 623.

⁹⁷Patricio Guzmán, *La batalla de Chile*, Chili, France, Cuba, Venezuela, Equipe Tercer Año, 1975-1977-1979.

⁹⁸Ariel Arnal, « La Batalla de Chile. Cuando el cine escribe la historia », *Cinémas d'Amérique latine*, n° 28, 2020, p. 103.

⁹⁹*Ibid.*, p. 102.

¹⁰⁰*Ibid.*, p. 103.

¹⁰¹*Ibid.*, p. 102.

¹⁰²*Ibid.*, p. 105.

absence de recul, ils rendaient compte « d'un processus historique complexe et débridé, dont l'analyse critique échappait aux réalisateurs par faute de moyens, de temps et de distanciation suffisante pour pouvoir voir les faits en perspective¹⁰³ ». L'exil aura permis aux réalisateurs de prendre cette distanciation, et parfois même de s'éloigner de leur objectif initial, comme nous venons de le voir avec Patricio Guzmán.

2.1.3 L'activisme vidéo au 21^{ème} siècle

La première décennie du 21^{ème} siècle sera marquée par de grandes manifestations pour la justice globale et des contre-sommets altermondialistes, documentés par des collectifs d'activistes utilisant la vidéo afin de produire un discours alternatif et contre-informatif. Par exemple, lors du Forum économique mondial de Melbourne (2000), la vidéo est utilisée comme outil tactique pour documenter les abus des autorités policières et tenter de dissuader ces violences¹⁰⁴. Les contre-sommets du G8 de Gênes (2001)¹⁰⁵ ou de Heiligendamm (2007)¹⁰⁶ sont également directement filmés par des activistes. Suite au sommet du G20 à Londres (2009), Tina Askanius analyse les vidéos documentant les manifestations et les actions directes qui sont désormais diffusées sur YouTube, elle identifie trois fonctions à l'usage de la plateforme : construire une archive d'action et de mémoire militante, fournir des preuves des violences policières, et permettre aux victimes de ces violences d'exprimer leur colère¹⁰⁷. Perrine Poupin a analysé l'utilisation de la vidéo lors des protestations de rue en Russie depuis le début des années 2000, elle met en exergue le fait que ces vidéos et leur diffusion font partie intégrante des rassemblements protestataires : « D'une certaine manière, disent les militants, sans ces images, l'action n'existerait pas¹⁰⁸ ».

La décennie 2010-2020 aura été marquée par une vague de mouvements sociaux globalisés : le *Printemps arabe* (2010-2013), la *Primavera Chilena*, *Geração à rasca* au Portugal, le mouvement *Occupy* et le *15M* espagnol (2011), *#YoSoy132* au Mexique (2012), *Pase Libre* au Brésil (2013), ou bien encore *Nuit debout* (2016) et les *Gilets Jaunes* (2018-2019) en France¹⁰⁹. L'utilisation des réseaux

¹⁰³ Ignacio Del Valle Dávila, *op. cit.*, p. 225.

¹⁰⁴ Dean Wilson & Tanya Serisier, « Video Activism and the Ambiguities of Counter-Surveillance », *Surveillance & Society*, Vol. 8, n° 2, 2010, p. 168.

¹⁰⁵ Tina Askanius, « Protest movements and the spectacle of death: From urban places to video spaces », *Research of Social Movements Conflicts and Change*, n° 35, 2013, p. 106.

¹⁰⁶ Simon Teune, « Imagining Heiligendamm: Visual struggles and the G8 summit 2007 », in Bart Cammaerts, Alice Mattoni & Patrick McCurdy (éd.), *Mediation and protest movements*, Bristol, Intellect, 2013, p. 204.

¹⁰⁷ Tina Askanius, « Protest movements and the spectacle of death », *art. cit.*, p. 129.

¹⁰⁸ Perrine Poupin, « Quand les manifestants s'emparent de la vidéo à Moscou : communiquer ou faire participer ? », *Participations*, n° 7, 2013, p. 74.

¹⁰⁹ Salomé Sola-Morales & Jesús Sabariego Gómez, « Tecnopolítica, recientes movimientos sociales globales e Internet. Una década de protestas ciudadanas », *Teknokultura*, Vol. 17, n° 2, 2020, p. 196.

sociaux et d'Internet a joué un rôle clé dans la configuration et l'émergence de tous ces mouvements sociaux récents¹¹⁰, en faisant partie et en complétant l'action politique traditionnelle¹¹¹. Ulrike Lune Riboni a analysé les vidéos produites par les acteurs même des révolutions en Tunisie et en Égypte (2010-2011), elle estime que les productions « sont pour la très grande majorité destinées à être partagées, en particulier via Internet¹¹² » et ont pour objectif de soutenir la mobilisation en utilisant deux registres : indigner et encourager¹¹³. Enfin, Tina Askanius résume le double effet auquel contribue l'usage des réseaux sociaux sur les pratiques de l'activisme vidéo : d'une part, les citoyens (notamment amateurs et non-militants) participent à l'activisme vidéo en créant du contenu, d'autre part, les acteurs habituels des mouvements sociaux utilisent les outils en ligne à leur disposition pour diffuser des vidéos à visée politique¹¹⁴.

En résumé, on identifie deux facteurs principaux qui ont déterminé l'évolution des pratiques de l'activisme vidéo au fil du temps : le contexte sociopolitique et les avancées technologiques. On note une continuité dans l'utilisation de la vidéo depuis le début du 20^{ème} siècle jusqu'à nos jours, au niveau de ses objectifs, dans le sens où elle a toujours été utilisée comme un outil politique (parmi d'autres) permettant de sensibiliser le public à des questions d'ordre social. À ce titre, Tina Askanius estime que « la nueva generación de activistas mediáticos que utilizan las posibilidades que ofrece Internet están tomando el relevo de una larga tradición de trabajo audiovisual con fines de progreso¹¹⁵ ». S'il y a une continuité dans la volonté d'utiliser la vidéo à des fins politiques, on remarque tout de même que la production de ce type de contenu augmente généralement lors des périodes les plus agitées au niveau social et politique.

Finalement, les points de ruptures identifiés sont avant tout liés à des changements technologiques. D'abord avec la commercialisation à la fin des années 1960 des premiers caméscopes non-professionnels, relativement portables et accessibles financièrement. Julia Minne parle de *vidéo légère* selon les termes suivants : « une évolution technique basée sur un système d'enregistrement dit « plus léger » et sur l'utilisation « d'un matériel financièrement accessible aux amateurs »¹¹⁶ ». La

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 195.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 199.

¹¹² Ulrike Lune Riboni, « Filmer et partager la révolution en Tunisie et en Égypte : représentations collectives et inscriptions individuelles dans la révolte », *Anthropologie et Société*, Vol. 40, n° 1, 2016, p. 55.

¹¹³ Ulrike Lune Riboni, « Représentations mobilisatrices et stratégies visuelles pour convaincre et fédérer dans les productions vidéo de la Tunisie en révolution », in Anne Roekens (dir.), *Quand l'image (dé)mobilise. Iconographie et mouvements sociaux au XXe siècle*, Namur, Presses universitaires de Namur, 2015, p. 97.

¹¹⁴ Tina Askanius, « Genealogía del video para el cambio. Videoactivismo y video radical online », *art. cit.*, p. 12.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 9.

¹¹⁶ Julia Minne, « Écrire l'histoire des pratiques féministes en vidéo légère : L'exemple du collectif Vidéo Femmes (1973-2015) », *Nouvelles vues*, n° 20, 2019, p. 1.

production de contenu vidéo devient alors plus facilement accessible et l'usage de la vidéo n'est donc plus uniquement réservé aux professionnels du cinéma. Cette évolution technologique a continué durant les décennies suivantes, les caméscopes étant de plus en plus petits, légers et accessibles.

En plus de l'impact généré sur la production des vidéos, les évolutions technologiques auront également provoqué une rupture au niveau de leur diffusion. L'activisme vidéo des années 1960-1970 était adressé à un public relativement restreint, et ne sortait que très rarement des réseaux militants ou des festivals de cinéma. La popularisation de l'accès à Internet au tout début du 21^{ème} siècle, puis l'avènement des réseaux sociaux à partir de 2010, ont fortement influencé la diffusion et la consommation des contenus numériques, y compris la vidéo. Ainsi, il semble plutôt logique que les organisations politiques et les réseaux activistes aient cherché à s'emparer de ces technologies¹¹⁷. Il s'agit probablement d'une des principales ruptures identifiées dans l'évolution de l'activisme vidéo : depuis le début des années 2010, Internet et les réseaux sociaux ont pris une telle place qu'ils font désormais partie intégrante de la plupart des mouvements sociaux, ils les structurent et participent à leur émergence¹¹⁸.

2.1.4 L'usage de la vidéo à des fins politiques en Uruguay

On ne peut parler de cinéma militant uruguayen sans évoquer la *Cinemateca del Tercer Mundo*, qui, comme le décrit Mario Handler, l'un de ses fondateurs, « n'était pas une cinémathèque au sens habituel du mot, mais un centre de production et de projection de tout un cinéma visant à l'éducation politique des masses et à la lutte idéologique. En plus des tâches courantes, elle publiait la revue « *Cine del Tercer Mundo* », qui entretenait des relations étroites avec les groupes de cinéma latino-américains semblables (comme « *Cine Liberación* » de Solanas, Getino et Vallejo) »¹¹⁹. Fondée peu de temps après l'importante Rencontre des cinéastes latino-américains de Viña del Mar en 1967, la *Cinemateca del Tercer Mundo* a joué un rôle capital dans la diffusion du cinéma militant en Uruguay, en organisant des projections suivies de débats dans les universités, les syndicats, les centres religieux et les cercles politiques. On estime que le film emblématique *La Hora de los Hornos* de Solanas et Getino (présenté précédemment dans ce document) a été vu dans ce cadre par près de 15 000 personnes, ce qui représente un nombre conséquent dans un pays ne dépassant pas les 3 millions d'habitants à ce

¹¹⁷ Tina Askanius, « Genealogía del video para el cambio. Videoactivismo y video radical online », *art. cit.*, p. 9.

¹¹⁸ Salomé Sola-Morales & Jesús Sabariego Gómez, « Tecnopolítica, recientes movimientos sociales globales e Internet. Una década de protestas ciudadanas », *Teknokultura*, Vol. 17, n° 2, 2020, p. 199.

¹¹⁹ Daniel Larrosa-Vecchio, « Uruguay », in Guy Hennebelle & Alfonso Gumucio-Dagron (dir.), *Les Cinémas de l'Amérique latine : pays par pays, l'histoire, l'économie, les structures, les auteurs, les œuvres*, Paris, Lherminier, 1981, p. 467.

moment-là¹²⁰. La *Cinemateca* fut réprimée par le gouvernement, plusieurs de ses membres seront emprisonnés, ceux qui le pourront s'exileront, et le matériel et l'infrastructure furent mis sous séquestre, avant d'être totalement fermée dans les années 1970¹²¹.

On peut considérer Mario Handler comme étant le porte-étendard du cinéma militant uruguayen. En 1965, il co-réalise avec Ugo Ulive le documentaire *Elecciones*, dans lequel il dénonce le clientélisme et la démagogie des deux partis traditionnels qui se disputent le pouvoir lors de chaque scrutin électoral. Mario Benedetti, célèbre écrivain uruguayen, qualifiera ce documentaire de meilleur film du pays, précisant : « à partir de maintenant il sera difficile d'effacer cette image cruelle d'un peuple utilisé comme rouage d'une machine politique qui au fond le méprise¹²² ». En 1968, Mario Handler tourne *Me gustan los estudiantes* en hommage au mouvement étudiant en cours dans les rues de la capitale, Montevideo, en réaction à la venue du président des États-Unis (Lyndon B. Johnson) à la Conférence des chefs d'États latino-américains qui se tenait dans le même temps dans la station balnéaire de Punta del Este¹²³. Le montage de ce film se fit de manière très artisanale : à la main, sans visionneuse et avec une lame de rasoir. À l'origine, Mario Handler ne pensait réaliser qu'une projection unique lors d'un festival, mais le film reçut un grand succès, Daniel Larrosa-Vecchio précise même : « lors de la première projection, les spectateurs sortirent de la salle, indignés, en criant des slogans contre le régime. Le lendemain, les journaux titrèrent : *Le film de Mario Handler a provoqué un véritable meeting*¹²⁴ ». En 1969, il rend hommage à Líber Arce, premier étudiant assassiné par les forces de police en Uruguay lors d'une manifestation en 1968, dans un court-métrage muet intitulé *Líber Arce, liberarse*¹²⁵. Mario Handler décida de s'exiler au Venezuela en 1973, où il restera 26 ans.

Le cinéma militant uruguayen sera très fortement impacté par la répression, puisque tous ses représentants se retrouveront en exil ou cachés, à tel point que Daniel Larrosa-Vecchio écrit dans *Les Cinémas de l'Amérique Latine*, sorti en 1981 : « on pouvait considérer en 1980 que le cinéma était mort en Uruguay...¹²⁶ ». Dans un article publié en 2010 dans la revue *L'Ordinaire des Amériques*, Olivier Hadouchi montre qu'il y a clairement un avant et un après dictature dans le cinéma militant des pays du Cône Sud : les films militants des années 1960-1970 ont laissé place aux films réalisés après coup

¹²⁰ *Idem.*

¹²¹ *Idem.*

¹²² *Ibid.*, p. 468.

¹²³ *Idem.*

¹²⁴ *Ibid.*, p. 469.

¹²⁵ *Idem.*

¹²⁶ *Ibid.*, p. 470.

ou depuis l'exil portant sur la *mémoire des luttes*¹²⁷. Cette mémoire des luttes à travers le cinéma concerne à la fois le passé mais également le présent, car certains types de luttes persistent bien après les transitions démocratiques : notamment les luttes pour la justice sociale ou contre l'impunité. La mémoire des luttes a également pour objectif de connaître la vérité, préserver la mémoire des vaincus et des disparus, identifier les cadavres ou les filiations, effectuer un travail de mémoire et que pour des actes tels que ceux commis durant la dictature n'arrivent plus jamais¹²⁸.

En 2004, Alejandro Figueroa, ancien exilé uruguayen, réalise *Raúl Sendic Tupamaro*, documentaire relatant la vie d'un des fondateurs du mouvement *Tupamaro*, en s'entretenant avec des proches et des anciens membres de l'organisation révolutionnaire¹²⁹. De retour d'exil en 1999, Mario Handler réalisera plusieurs films dont *Decile a Mario que no vuelva* en 2007, dans lequel il dresse un récit collectif de la dictature en donnant la parole à celles et ceux qui l'ont vécu en Uruguay : il s'entretient lui aussi avec d'anciens *Tupamaros*, mais son film se veut davantage pluriel dans le sens où il rencontre également des anciens tortionnaires, ainsi que des personnes ayant vécu la dictature sans connaître la prison¹³⁰. Il affirme : « este film es un intento de reconciliación o de convivencia. Y es también una búsqueda de la verdad o verdades¹³¹ ».

Enfin, la réalisatrice argentine Laura Bondarevsky, quant à elle, réalise un film traitant à la fois du travail de mémoire et des luttes contemporaines, dans *Che Vo Cachai* (2003), en abordant conjointement les trois pays du Cône Sud (Argentine, Uruguay, Chili) car « si l'impunité n'avait pas de frontières, la lutte pour l'identité et la justice ne devraient pas en avoir non plus¹³² ». Dans ce film, elle montre des rencontres, discussions et actions des enfants de disparus des dictatures. Il est notamment largement question de visibiliser la préparation et de la mise en pratique de la *funa* ou *estrache*, il s'agit « [d'] une action à mi chemin entre la manifestation et la dénonciation publique, qui consiste à réunir un certain nombre de personnes devant le domicile ou le lieu de travail d'un ancien membre actif de la dictature. [...] moyen spectaculaire de lutter contre l'impunité des tortionnaires, qui emploie un autre type de violence (surtout symbolique) que celle des dictatures¹³³ ».

¹²⁷ Olivier Hadouchi, « Mémoire des luttes contre les dictatures du Cône Sud (Argentine, Chili, Uruguay) dans le cinéma documentaire contemporain », *L'Ordinaire des Amériques*, n° 213, 2010, p. 55-76.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 61.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 63.

¹³⁰ Jorge Rufinelli, « Un grand documentaire voué à la polémique... », *Cinémas d'Amérique latine*, n° 16, 2008, p. 170.

¹³¹ *Ibid.*, p. 171.

¹³² Olivier Hadouchi, *art. cit.*, p. 72.

¹³³ *Ibid.*, p. 73.

2.2 *Colectivo Catalejo* : le médiactivisme au service des mouvements sociaux

Cette sous-partie est directement basée sur mon expérience de stage d'une durée de 14 semaines au sein du *Colectivo Catalejo*. Après une brève présentation de la structure (son origine, son fonctionnement et ses objectifs), il sera question de la manière dont elle traite la problématique de la mémoire, en particulier des activités menées cette année, auxquelles j'ai pu participer durant ma période de stage, avant de conclure par une analyse des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités. Pour une présentation plus détaillée et générale du *Colectivo Catalejo*, ainsi que de mon expérience au sein de la structure, se reporter au rapport de stage en [Annexe](#).

2.2.1 Présentation et fonctionnement du collectif

Le *Colectivo Catalejo*, basé à Montevideo, est un collectif fondé en 2012, qui se considère comme « médiactiviste » centré sur les droits humains. À ce titre, il développe des produits audiovisuels, très principalement des vidéos, visant à sensibiliser aux problèmes sociaux qui affectent la population, enrichir le débat citoyen et promouvoir la participation sociale et culturelle. Le collectif s'intéresse à des thématiques récurrentes comme la mémoire, le féminisme, la sécurité, ou les droits des jeunes. D'ailleurs, c'est dans le cadre d'un référendum concernant la baisse de l'âge de la responsabilité pénale en Uruguay (de 18 à 16 ans), que le collectif fut créé en 2012. Les membres fondateurs, étudiants en sciences sociales à l'époque, s'étaient d'abord réunis autour de la réalisation d'un documentaire visant à donner la parole aux principaux concernés par le référendum, mais qui étaient alors très peu représentés dans le débat public : les jeunes de 15 à 18 ans¹³⁴. À la suite de ce premier documentaire intitulé *Dieciséis*¹³⁵, le collectif s'est formé puis consolidé, élargissant son champ d'action à d'autres thématiques sociales. En plus de ces thématiques récurrentes, *Catalejo* répond de façon ponctuelle à tout type de sujet en fonction de l'actualité sociale, économique et/ou politique du pays. Les productions réalisées par le collectif sont diffusées via leur [site web](#) et hébergées sur la plateforme [YouTube](#). Mais à ce jour, c'est par le biais des réseaux sociaux que les vidéos sont le plus visionnées : le compte [Instagram](#) du collectif est suivi par 23 000 personnes, la page [Facebook](#) par 19 000, alors que sur [Twitter](#) on dénombre presque 6 000 abonnés¹³⁶.

À ce jour, le collectif est composé de 8 membres issus de spécialités différentes, recouvrant un large spectre de compétences, allant du secteur audiovisuel (réalisation vidéo/photo/son, direction,

¹³⁴ Hemisferio Izquierdo, « El mediactivismo puede tomar diferentes matices de apropiación por parte de los colectivos », *Hemisferio Izquierdo*, 12 mai 2017. [<https://www.hemisferioizquierdo.uy/single-post/2017/05/12>, consulté le 17 février 2023].

¹³⁵ Colectivo Catalejo, « Dieciséis – Documental Completo », 18 juillet 2013. [<https://youtu.be/h4dqtkyYjSk>, consulté le 17 février 2023].

¹³⁶ Chiffres consultés le 5 juillet 2023.

édition), jusqu'à d'autres disciplines : éducation, sociologie, communication. La très grande majorité des projets mis en œuvre par *Catalejo* le sont de façon bénévole, les activités sont réalisées par les membres du collectif durant leur temps libre. Même s'il peut arriver de manière ponctuelle que des membres soient rémunérés par une autre structure lors de projets spécifiques.

2.2.2 Le traitement de la question de la mémoire par le collectif

En ce qui concerne la thématique de la mémoire, le *Colectivo Catalejo* collabore depuis 2016 avec l'*Asociación de Madres y Familiares de Uruguayos Detenidos Desaparecidos*, que nous avons déjà évoqué précédemment dans la partie dédiée aux questions de mémoire en Uruguay, étant donné son rôle majeur par rapport à ces questions dans l'espace public. Nous avons également parlé de l'émergence de la Marche du Silence, qui, depuis 1996 réunit plusieurs dizaines de milliers de personnes chaque année dans les rues de Montevideo (et des plus grandes villes du pays), réclamant mémoire, justice et vérité. *Catalejo* couvre donc chaque année la *Marcha del Silencio*, le 20 mai, depuis 2016, et généralement le collectif publie également une *convocatoria* (appel à venir participer à la manifestation) quelques jours avant la date du 20 mai. La couverture de la marche consiste à filmer et prendre des photos de la manifestation afin de réaliser une vidéo qui sera diffusée sur les réseaux sociaux. La volonté affichée par le collectif est avant tout d'appuyer les initiatives de *Familiares*, les réalisations audiovisuelles se font toujours en partenariat avec l'association organisant la manifestation. D'une manière générale, il s'agit de donner de la visibilité aux actions de *Familiares*, particulièrement grâce aux réseaux sociaux, ce qui permet également de toucher les plus jeunes, les nouvelles générations. Le *Colectivo Catalejo* se positionne donc clairement du côté de celles et ceux qui réclament *mémoire*, *vérité* et *justice*, considérant que sa contribution par l'intermédiaire de la vidéo est un acte militant en soi.

Au-delà de cette contribution annuelle autour de la Marche du Silence, *Catalejo* peut également être amené à intervenir à d'autres occasions concernant le thème de la mémoire. Par exemple, en 2016, année où le collectif a commencé à s'impliquer dans ce débat autour de la mémoire, il a réalisé deux vidéos en plus de la couverture de la Marche du Silence. Tout d'abord, en avril 2016, la couverture d'une manifestation¹³⁷ convoquée pour condamner le vol de matériel (dossiers papier, disque dur) et d'argent, perpétré dans les locaux du *GIAF*¹³⁸, le groupe chargé des recherches des disparus. Cette tentative d'entrave au travail de recherche pour la vérité fut également accompagnée de menaces, puisque les auteurs du vol ont pris le temps de noter les adresses personnelles de certains

¹³⁷ Colectivo Catalejo, « Marcha Contra la Impunidad - Abril 2016 », 1^{er} avril 2016.

[<https://youtu.be/PRa5E1Yhm6E>, consulté le 4 juillet 2023].

¹³⁸ *Grupo de Investigación en Antropología Forense*.

fonctionnaires impliqués dans les recherches, sur une carte de Montevideo accrochée au mur¹³⁹. Cet événement nous rappelle à quel point la thématique est clivante et illustre parfaitement la bataille qui se joue autour de la question de la vérité et de la justice notamment. Ensuite, le 14 août de cette même année, *Catalejo* a également couvert la manifestation annuelle du *Día de los Mártires Estudiantiles*¹⁴⁰, rendant hommage aux étudiants réprimés et dont la date renvoie au 14 août 1968. Ce jour-là, *Líber Arce*, étudiant et militant est mort suite à un tir policier reçu lors d'une manifestation étudiante, en pleine période de montée de l'autoritarisme de l'État.

Le vidéoclip réalisé en 2022 pour inviter la population à participer à la *Marcha del Silencio* illustre parfaitement le positionnement du *Colectivo Catalejo*¹⁴¹. On y voit des images de politiciens exhortant le pays à regarder vers l'avant et oublier le passé, sur lesquelles viennent se superposer des silhouettes portant des pancartes avec les visages des disparus (pancartes que l'on retrouve toujours en tête de la manifestation le 20 mai). La vidéo est accompagnée du texte suivant : « *No fueron dos demonios. Fue terrorismo de Estado. Quieren distorsionar la verdad, pero la memoria puede más.* » Faisant à la fois référence à la théorie des deux démons, ainsi qu'au négationnisme, véhiculés par le camp de l'oubli.

On note une évolution dans la couverture des manifestations par le collectif depuis 2016. En effet, à ce moment *Catalejo* était considéré comme précurseur dans l'enregistrement vidéo de ces manifestations. Aujourd'hui, d'autres collectifs et photographes indépendants sont présents pour filmer les actions, ce qui pousse *Catalejo* à se questionner sur ses pratiques relatives à cette marche. En d'autres termes : au milieu de la quantité importante d'images qui circulent aujourd'hui, que peut-on apporter depuis un collectif médiactiviste possédant plusieurs années d'expérience ? Aussi, que peut-on apporter au débat en couvrant chaque année une manifestation qui est relativement similaire d'une année à l'autre ? Le collectif répond à ces défis par plusieurs propositions. Tout d'abord, l'objectif principal aujourd'hui est de contribuer à construire et maintenir une mémoire collective autour du passé récent, avec l'idée qu'avoir une idée claire sur les événements passés peut permettre d'éviter que cela ne se produise à nouveau. Ensuite, le *Colectivo Catalejo* propose un apport esthétique

¹³⁹ La Diaria, « Hay respaldo », *La Diaria*, 1^{er} avril 2016. [<https://ladiaria.com.uy/articulo/2016/4/hay-respaldo>, consulté le 4 juillet 2023].

¹⁴⁰ Colectivo Catalejo, « Marcha 14 de agosto 2016 - Día de los Mártires Estudiantiles », 18 octobre 2016. [<https://youtu.be/-wSvJ9az5-U>, consulté le 4 juillet 2023].

¹⁴¹ Colectivo Catalejo, « Convocatoria / Marcha del Silencio 2022 », 19 mai 2022. [<https://youtu.be/74VaJqwefNw>, consulté le 17 février 2023].

dans le traitement de la *Marcha del Silencio* : pour ce faire, la façon de filmer chaque marche est discutée et décidée en amont, en ayant toujours la volonté de suivre les consignes de *Familiares*¹⁴².

A) Activités observées

Lors de mon stage, j'ai intégré le *Colectivo Catalejo*, ce qui m'a permis de participer aux activités du collectif, notamment celles en relation avec la question de la mémoire.

Tout d'abord, il est important de rappeler que cette année 2023 revêt une importance symbolique particulière par rapport aux questions de mémoire du passé récent, dans le sens où le coup d'État s'est produit il y a tout juste cinquante ans : le 27 juin 1973. Lors de la réunion de planification annuelle pour cette année 2023, pour ce qui concerne la thématique de la mémoire, *Catalejo* avait prévu de couvrir l'habituelle marche du 20 mai, accompagner les potentielles initiatives autour de la date du 27 juin (sachant l'importance symbolique des 50 ans, car habituellement il n'y a pas forcément d'événements pour cette occasion), ainsi que la mise en place d'un projet de documentaire en collaboration avec l'Université de Médecine qui avait sollicité le collectif à ce sujet (nous reviendrons plus en détail sur ce projet par la suite).

20 mai : *Marcha del Silencio*

Dans un premier temps, l'idée était de réaliser une collaboration avec un autre collectif audiovisuel pour les événements autour de la date du 20 mai. À ce titre, une réunion fut organisée en mars avec *Amas de Caza*¹⁴³, dans l'objectif de mettre en commun les savoir-faire des deux collectifs au service de la couverture de la Marche du Silence, totalement en accord la volonté de l'apport esthétique mentionné précédemment. Plusieurs propositions discutées lors de la réunion furent retenues : premièrement, préparer des vidéos au format vertical (format adapté aux *stories*¹⁴⁴ sur les réseaux sociaux) afin de les diffuser quelques jours avant la marche en guise d'appel. Concernant le contenu de ces vidéos, il avait été décidé de filmer des ombres et des silhouettes pour rappeler les disparus. Ce procédé avait été utilisé en 2020 par *Catalejo*, lorsque la marche habituelle n'avait pas pu avoir lieu à cause du confinement lié à la crise du Covid-19, mais où le collectif avait tout de même jugé important de réaliser un vidéoclip¹⁴⁵. Ensuite, l'idée principale était d'organiser une animation artistique durant la manifestation du 20 mai : former une image animée à la façon d'une mosaïque,

¹⁴² Pour rappel, cette année la consigne était la suivante : « *¿Dónde están? Nunca más Terrorismo de Estado* ».

¹⁴³ Jeune collectif formé par deux directrices audiovisuelles, plutôt orienté dans la réalisation de vidéoclips musicaux. Lien vers leur page Instagram : [Amas de Caza](#).

¹⁴⁴ Il s'agit de publications éphémères (généralement 24 heures) particulièrement en vogue sur les réseaux sociaux ces dernières années.

¹⁴⁵ Colectivo Catalejo, « *Siluetas del Silencio* », 20 mai 2020. [<https://youtu.be/OgxqwE3k3bY>, consulté le 4 juillet 2023].

visible depuis le ciel et qui serait filmée par un drone (depuis 2022, le *Colectivo Catalejo* possède un drone, qui offre de nombreuses possibilités en termes de captation d'images, particulièrement lors des manifestations dans la rue). Cette animation filmée depuis le ciel aurait ensuite pu être utilisée dans la vidéo traditionnelle relatant la Marche du Silence et/ou pour la *convocatoria* concernant le 27 juin. La possibilité de reproduire la même animation le 27 juin a également été envisagée.

Finalement, cette collaboration n'a pas été réalisée pour des raisons assez caractéristiques des difficultés générales rencontrées par *Catalejo* dans la mise en œuvre de ses projets. La séance pour la captation d'images d'ombres et silhouettes a été annulée car les conditions météorologiques ne permettaient pas de la réaliser ce jour-là (l'idée étant d'utiliser la lumière du soleil). Les délais et les disponibilités de chacun des participants n'ont pas permis de trouver un nouveau créneau, l'activité fut donc annulée. La proposition concernant l'animation artistique fut également abandonnée pour un manque de disponibilité, celle-ci nécessitait un travail préparatif en amont de la date du 20 mai. La collaboration avec le collectif *Amas de Caza* n'a donc finalement pas eu lieu.

La date du 20 mai approchant, il fut décidé de mettre en place une nouvelle activité en amont de la Marche du Silence : recueillir des témoignages de personnes ayant vécu la dictature, sous forme de récits assez courts, pour les diffuser sur les réseaux sociaux les jours précédant la manifestation, afin d'illustrer les conséquences directes de la période autoritaire dans le quotidien des uruguayens. Cette fois encore, les difficultés liées au manque de disponibilité des membres n'ont pas permis la mise en œuvre de l'activité avant le 20 mai. Elle fut finalement reportée de plusieurs semaines et [l'appel aux témoignages](#) diffusé quelques jours avant la date du 27 juin.

Finalement, durant la semaine précédant la Marche du Silence, le *Colectivo Catalejo* aura participé à la couverture de deux interventions artistiques réalisées par le *Taller Talcahuano*, un atelier d'art plastique. Une fresque peinte sur un mur du centre-ville de Montevideo avec le message « *Cuidar la memoria* » et une mosaïque en céramique collée sur un mur en face du *Palacio Legislativo* représentant la marguerite symbolique de la recherche des disparus de la dictature¹⁴⁶. Les photos et vidéos de ces deux réalisations artistiques furent utilisées par le collectif pour [appeler à participer](#) à la marche du 20 mai.

Lors des deux réunions hebdomadaires précédant le 20 mai, il fut discuté et décidé la manière dont la manifestation serait couverte par le collectif. Concernant l'image, il fut décidé d'une structure

¹⁴⁶ Depuis la fin de la dictature, la marguerite à laquelle il manque quelques pétales est utilisée comme symbole des disparus et est fortement associée à *Familiars*. Au mois de mai particulièrement, elle est très présente dans toutes les manifestations en lien avec la mémoire, ainsi que sur les murs de la ville.

générale pour la vidéo : une alternance entre des plans larges de la foule (captés par le drone) et des plans rapprochés sur les individus (visages, mains). Au niveau du rythme, on privilégierait des images au ralenti, en accord avec le rythme de cette marche qui est relativement lent. Ce type de choix est particulièrement important car d'un point de vue technique, on ne filme pas de la même façon lorsque l'objectif est d'appliquer un effet de ralenti à l'image lors de l'édition. Le son de la vidéo allait être également un élément très important, d'autant plus que, comme son nom l'indique, la *Marcha del Silencio* est une marche silencieuse dans la grande majorité de sa durée. Il n'y a donc pas beaucoup de possibilités concernant le son qui peut être capté durant la marche, comme ce peut être le cas lors d'une manifestation où sont chantés des slogans. Le choix s'est porté sur la lecture d'un texte en *voix off* qui serait superposé à la vidéo. L'écriture du texte fut confiée à un auteur/compositeur proche du collectif, et l'enregistrement du texte fut réalisé avant la manifestation afin que ce matériel soit prêt et disponible pour l'édition. La vidéo fut finalement éditée et publiée sur les réseaux sociaux dès le lendemain matin de la marche¹⁴⁷.

27 juin : 50 ans du Coup d'État

Le 27 juin 2023, pour les cinquante ans du Coup d'État, une manifestation était organisée par le collectif *Jacarandá* et appuyée par *Familiars*. Cette manifestation consistait à réaliser une « veillée citoyenne pour la démocratie », en entourant et en illuminant le *Palacio Legislativo*, lieu de pouvoir où sont discutées et votées les lois, et surtout où fut réalisé le Coup d'État du 27 juin 1973. Au début du mois de juin, le *Colectivo Catalejo* avait sollicité *Familiars* afin de savoir s'ils avaient prévu des activités ou manifestations pour cette date, c'est à cette occasion qu'ils nous ont communiqué l'initiative de la veillée citoyenne organisée par *Jacarandá*. Ainsi, *Catalejo* a pu entrer en contact avec ce collectif afin d'en savoir plus sur les activités prévues. Il s'agissait d'une action collective invitant l'ensemble des citoyens à y participer, au programme : à partir de 17h le 26 juin, des concerts et lectures de poésie, et surtout, à minuit, l'action symbolique « [Iluminamos la democracia](#) » consistant à entourer le *Palacio Legislativo* avec des bougies.

Le *Colectivo Catalejo* a souhaité participer à l'action d'illumination du Palais, mais la forme inédite de l'événement, ainsi que les conditions météorologiques dans lequel il allait se dérouler, provoquaient une incertitude sur la mise en œuvre et la réussite de l'action. En effet, à minuit un soir de semaine pendant l'hiver (avec donc potentiellement le froid, la pluie et/ou le vent), il était difficile de savoir si suffisamment de personnes seraient présentes pour entourer le *Palacio Legislativo*. Il était donc beaucoup plus difficile de planifier la façon dont serait couverte l'action. Il fut décidé que les

¹⁴⁷ Colectivo Catalejo, « 28 Marcha del Silencio - 2023 », 21 mai 2023. [<https://youtu.be/JkdJArahOlg>, consulté le 5 juillet 2023].

membres de *Catalejo* disponibles ce jour-là se rendraient sur place avec le drone, un appareil photo et une caméra, et que la captation se ferait de façon improvisée sur le moment.

Finalement, l'événement fut une réussite et le bâtiment législatif a bien été illuminé par des bougies. Le brouillard présent n'a pas empêché la performance mais a contraint la couverture, réduisant notamment l'usage du drone à des captations à faible altitude. *Catalejo* a publié deux vidéos et deux photos de l'événement sur les réseaux sociaux¹⁴⁸.



Figure 2 : Pilotage du drone, 27 juin 2023, *Colectivo Catalejo*

¹⁴⁸ Couverture du 27 juin 2023 par le *Colectivo Catalejo* : [Vidéo](#), [vidéo](#) et [photos](#).

Collaboration avec la *Facultad de Medicina*

Un autre projet aurait dû être réalisé en 2023, il s'agissait d'un projet de réalisation de film documentaire sur le thème de la mémoire à travers la vie des étudiants uruguayens durant les années autoritaires, en collaboration avec la *Facultad de Medicina de la Universidad de la República*. En effet, l'Université a sollicité le *Colectivo Catalejo* pour lui proposer de réaliser ce documentaire. L'idée initiale était de ré-utiliser des vidéos ayant été tournées il y a une dizaine d'années, lorsque furent découvert du matériel (affiches, pancartes, banderoles) qui avait été caché au sein de l'Université pendant la période répressive. À l'époque, la découverte avait été filmée et des étudiants avaient été interviewés, mais ce matériel audiovisuel n'a jamais vraiment été exploité.

Nous avons organisé une première réunion avec la personne en charge de la coordination du projet du côté de l'Université, à l'issue de laquelle nous avons formulé plusieurs demandes nécessaires au lancement du projet : au niveau institutionnel, il était demandé à ce que le projet soit présenté au Conseil de l'Université afin d'obtenir notamment l'autorisation pour *Catalejo* d'utiliser le matériel d'archive ainsi que de pouvoir filmer dans l'Université ; au niveau financier, qu'ils se renseignent sur les possibilités de financement en interne à l'Université. Dans un second temps, il était question qu'un groupe de travail soit mis en place au sein de l'Université afin qu'il puisse nous remettre le matériel d'archive audiovisuel, et que l'on puisse commencer à planifier les activités du projet et distribuer les rôles et responsabilités à chacun des participants. Suite à cette réunion, plusieurs semaines sont passées et malgré nos relances nous n'avons quasiment obtenu aucun retour, hormis un mail, environ un mois après la réunion, nous informant que les demandes d'autorisations auprès de l'Université étaient en cours. Au moment de la fin de ma période de stage dans le *Colectivo Catalejo* (13 juin 2023), ce projet n'avait toujours pas été lancé.

B) *Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets*

Mon analyse des difficultés rencontrées par le *Colectivo Catalejo* dans la mise en œuvre de projets en lien avec la thématique de la mémoire ne m'a pas permis de relever des difficultés particulières liées à cette thématique. Compte tenu du caractère particulièrement clivant des questions relatives à la mémoire du passé récent, il est légitime de se questionner sur la possibilité de formes de pression de la part des plus réfractaires à ce que soient mis en lumière les crimes commis durant la dictature, et des faits de menaces proférées par d'anciens militaires dans le passé m'ont été rapportés. Cependant, aujourd'hui rien ne permet d'affirmer que ce type de pression ait un impact sur la mise en œuvre des projets audiovisuels. Comme explicité dans la première partie de ce document, le pouvoir politique, lui, ne s'implique pas beaucoup dans le traitement de cette question, mais il n'œuvre pas non plus à mettre des freins particuliers, il reste dans une posture plutôt attentiste. En

conséquence, les difficultés rencontrées par le *Colectivo Catalejo* qui seront évoquées dans cette partie ne sont pas spécifiques au thème de la mémoire, mais sont bien d'ordre général.

Depuis 2020 environ, on note une baisse d'activités réalisées par le *Colectivo Catalejo*. Tout d'abord, ce constat s'explique par une raison d'ordre générationnel. Parmi les 8 membres actuels, la majorité est membre du collectif depuis plusieurs années (4 faisant même partie des membres fondateurs, depuis 2012 donc), aujourd'hui chacun d'entre eux a, individuellement, davantage de responsabilités dans sa vie personnelle qu'il y a quelques années, notamment un nombre d'heures de travail rémunéré plus important. Ce qui laisse moins de disponibilité à chacun pour les activités non-rémunérées comme la participation à *Catalejo*. Pour rappel, les membres fondateurs étaient étudiants au moment de la formation du collectif. Ensuite, ce manque de temps disponible est accentué par les conditions économiques et le coût de la vie particulièrement élevé en Uruguay¹⁴⁹ qui poussent les gens à travailler davantage (en cumulant les emplois ou en ayant recours au travail informel), ce qui ne laisse que peu de temps libre pour le bénévolat.

Cette diminution globale de temps disponible pour chacun des membres a mécaniquement provoqué une baisse des activités du collectif. Ce déficit en ressources humaines contraint *Catalejo* à devoir bien souvent reporter ou annuler des activités et à s'impliquer essentiellement sur des projets nécessitant relativement peu de ressources (projets plutôt courts et récurrents) comme la couverture des traditionnelles manifestations annuelles comme la journée internationale des droits des femmes le 8 mars, la Marche du Silence le 20 mai ou la Marche pour la Diversité ayant lieu le dernier vendredi de septembre. En l'état actuel des choses, le collectif ne semble pas en capacité de pouvoir prendre en charge des projets de plus grande envergure, comme il a pu le faire auparavant, par exemple lors de la campagne contre la réforme sécuritaire en 2019¹⁵⁰.

Le déficit en ressources humaines observé est bien entendu très lié au manque de ressources financières, caractéristique du fonctionnement économique observé dans les milieux associatifs et les structures bénévoles. Le *Colectivo Catalejo* réalise de manière ponctuelle des activités rémunérées (par exemple, en répondant à des demandes d'organismes avec qui il collabore régulièrement comme la *Universidad de Ciencias Sociales*) lui permettant de couvrir ses frais de fonctionnement (loyer du

¹⁴⁹ Selon le site [Numbeo](#), Montevideo est la ville d'Amérique latine (en dehors des îles) où le coût de la vie est le plus élevé. À titre de comparaison, les dépenses basiques (alimentation, logement, transport) sont relativement similaires à celles des grandes villes en France, tandis que le salaire minimum équivaut à environ 500 €.

¹⁵⁰ Des précisions concernant cette campagne sont apportées dans le rapport de stage en [Annexe](#).

local) et acquérir/renouveler du matériel. Mais la grande majorité des projets réalisés par le collectif le sont sans budget et bien entendu sans rémunération des participants.

En ce qui concerne les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet de réalisation de documentaire en collaboration avec l'Université de Médecine, il est difficile d'identifier avec certitude les raisons ayant conduit à son retard étant donné l'absence de communication de leur part. S'il existe la possibilité que les institutions freinent l'obtention des autorisations en raison de la thématique du projet, aucun élément concret allant dans ce sens ne nous a été formulé. D'après les membres de *Catalejo*, il est davantage probable que les difficultés soient liées à un manque de préparation et d'organisation autour de ce projet du côté de l'Université.

Je conclus cette analyse en insistant sur le fait que le manque de ressources humaines est le vecteur principal des difficultés rencontrées actuellement par le *Colectivo Catalejo*. Les reports et annulations d'activités récurrents observés pourraient laisser supposer un déficit d'ordre organisationnel au sein de la structure. J'exclue cette hypothèse car le collectif a montré sa capacité à mener à bien plusieurs projets d'envergure dans le passé, comme en témoigne la mise en place de la campagne *Libre de Acoso*¹⁵¹ : un projet ayant pour objectif de visibiliser et diminuer les violences de genre, comprenant un large volet d'activités mises en œuvre entre 2017 et 2020 (réalisation de spots vidéo, publication d'un livre, réalisation d'ateliers, mise en place d'un site web, campagne médiatique).

Comme nous venons de le relever, le *Colectivo Catalejo* se retrouve, dans l'état actuel des choses, très limité dans sa capacité à mener à bien de nouveaux projets permettant de répondre à la problématique de la mémoire du passé récent en Uruguay. Voyons maintenant, dans la troisième partie de ce document, une proposition de projet qui permettrait à la fois de lever ces limites et d'exploiter les compétences et l'expérience du *Colectivo Catalejo*, dans l'objectif de pouvoir contribuer à notre problématique.

¹⁵¹ Lien vers le site web expliquant la campagne [Libre de Acoso](#).

3. Projet de film documentaire

Cette troisième partie du mémoire est une proposition de projet complémentaire aux activités menées actuellement par le *Colectivo Catalejo* dans le traitement de la mémoire du passé récent par le biais de la vidéo en Uruguay. Ce projet de film documentaire est l'aboutissement du travail d'analyse mené durant plusieurs mois autour de cette problématique de développement dans le contexte uruguayen.

La première partie de ce mémoire nous a permis d'analyser la problématique du traitement des questions de mémoire autour du passé récent. Il s'agit d'un conflit sensible et extrêmement clivant qui semble impossible à résoudre en l'état actuel des choses, tant que le pouvoir politique ne s'empare pas sérieusement de la question. Ce manque d'implication de la classe politique permet de maintenir la société uruguayenne dans un certain équilibre, qui n'est pas jugé satisfaisant par les familles des victimes du Terrorisme d'État et le mouvement social d'ampleur qui s'est consolidé autour de leur cause : réclamer la mémoire, ainsi que la vérité et la justice, qui lui sont indissociables.

La deuxième partie du document nous a montré la manière dont la vidéo pouvait être utilisée à des fins politiques, et l'importance occupée par le *Colectivo Catalejo* dans ce registre en Uruguay. De par son expérience et ses compétences sur le plan audiovisuel, son positionnement politique aux côtés des mouvements sociaux depuis plusieurs années, ainsi que par sa relation privilégiée et ses nombreuses collaborations avec l'organisation *Familiares*, acteur principal de la lutte pour la mémoire, *Catalejo* s'impose comme un acteur légitime pour mener à bien ce nouveau projet. Cependant, les difficultés rencontrées actuellement par le collectif, particulièrement en termes de ressources humaines et financières, ne lui permettront pas de gérer ce projet de façon indépendante. Il sera nécessaire d'avoir recours à d'autres acteurs.

3.1 Objectifs

Le projet de film documentaire présenté ici propose de contribuer, à son échelle, à la lutte pour la mémoire, la justice et la vérité concernant le Terrorisme d'État durant la période 1968-1985 en Uruguay. Face à l'absence d'implication du pouvoir politique, et face au risque de perte de terrain dans la bataille médiatique autour de ces questions (notamment face aux discours prônant l'oubli), il est pertinent de soutenir et d'appuyer le mouvement social défendant cette cause.

De manière plus spécifique, les objectifs seront de contribuer à la construction et au maintien d'une mémoire collective, ainsi que de visibiliser les conséquences de la dictature sur la vie des uruguayens. Tout cela, par l'intermédiaire d'un film documentaire sur la vie des personnes ayant quitté l'Uruguay pour des raisons politiques entre 1968 et 1985 et vivant aujourd'hui en France. Le parti pris

de ce projet documentaire est donc de visibiliser les conséquences de la dictature depuis l'exil, car c'est l'une des conséquences directes les plus impactantes de la dictature (pour rappel : environ 10 % de la population uruguayenne s'est exilée durant cette période), et, n'a été que relativement peu traitée par le biais du cinéma documentaire. Le fait de choisir les exilés en France est motivé, d'une part, par le rôle important du pays dans l'accueil des réfugiés politiques latino-américains¹⁵², d'autre part, par les nombreuses possibilités de financements existantes dans l'hypothèse où une partie de la réalisation du film serait portée par une structure française. La co-production permettrait ainsi de présenter le projet à des fonds ouverts aux productions uruguayennes et françaises, élargissant largement les possibilités de financements par rapport à un projet uniquement uruguayen¹⁵³. De plus, ce choix répond au déficit en ressources humaines et financières du *Colectivo Catalejo*, car une partie de la réalisation sera à la charge de la structure française, et les membres de *Catalejo* impliqués dans le projet pourront être rémunérés grâce aux financements.

Le choix de la réalisation d'un film, plutôt que de privilégier un projet destiné principalement aux réseaux sociaux qui occupent une place prépondérante dans l'activisme d'aujourd'hui, s'explique par la volonté de créer un objet cinématographique plus pérenne dans l'optique de la construction d'une mémoire collective, qui bénéficiera d'une campagne de diffusion en Uruguay et à l'international, ainsi que des débats organisés dans le cadre des diffusions. Les réseaux sociaux auront bien évidemment un rôle à jouer dans la communication autour de la diffusion du documentaire notamment, mais l'option de mettre en place un projet principalement orienté réseaux sociaux a été écarté, notamment car il existe déjà de nombreuses initiatives allant dans ce sens. Le projet documentaire, depuis le prisme peu traité de l'exil, apparaît aujourd'hui comme une solution pouvant avoir un impact plus important.

3.2 Réalisations et activités

Pour atteindre les objectifs précédemment décrits, le projet consistera en la réalisation d'un film documentaire, qui en sera la pierre angulaire, ainsi qu'en la diffusion de ce film en Uruguay et à l'international. En préalable, une équipe de travail collaborative entre le *Colectivo Catalejo* et la structure française devra être mise en place. Chacune de ces réalisations sera atteinte grâce à la mise en œuvre d'une série d'activités présentées ci-dessous.

¹⁵² Raúl Morales La Mura, « L'accueil des exilés latino-américains en Europe », *Hommes & migrations*, n° 1305, 2014, p. 20.

¹⁵³ Il existe des fonds en Uruguay, mais ceux-ci sont relativement limités, seuls trois organismes nationaux nous permettraient de postuler : *Instituto Nacional de Cine y el Audiovisual Uruguayo*, *Intendencia de Montevideo* et *Ministerio de Educación y Cultura*.

3.2.1 Mise en place d'une équipe de travail

Dans un premier temps, *Catalejo* devra définir les tâches et responsabilités qu'il est capable d'assurer en interne, en fonction des ressources dont il disposera durant la durée du projet. Si besoin, il pourra s'associer à une maison de production uruguayenne. Ensuite, il devra démarcher des maisons de production françaises susceptibles d'être intéressées par un projet en co-production. Une fois la structure partenaire trouvée, la collaboration pourra débuter et l'équipe de travail sera considérée comme opérationnelle lorsque les tâches et responsabilités concernant la mise en œuvre de la suite du projet auront été réparties entre les deux structures. À ce stade de la formulation, nous proposons que le *Colectivo Catalejo* soit directement impliqué dans toutes les phases de réalisation du film (développement, pré-production, production, post-production, exploitation), car il dispose des compétences techniques pour le faire. Il dispose également d'une expérience et d'une connaissance de la thématique, par le biais de ses nombreuses collaborations avec *Familiares* notamment, qui en font un acteur incontournable de la question de la mémoire en Uruguay. La structure française aura en charge, a minima, la phase de production (le tournage qui aura lieu en France), même si à ce stade rien n'est complètement arrêté. La structure française aura également un rôle primordial dans la demande de financements, son existence juridique en France lui permettra notamment de postuler à des fonds français et européens. *Catalejo* pourra postuler aux fonds uruguayens et latino-américains.

Pour le choix de la structure en France, seront sollicitées en priorité les maisons de production ayant déjà réalisé des co-productions avec l'Amérique latine, comme par exemple *Les Films du Volcan* basée en Auvergne ou bien *Ciné Sud Promotion* et *Tu vas voir*, basées à Paris et dont la dernière est dirigée par Edgard Tenenbaum, producteur franco-argentin. Nous entrerons également en contact avec le dispositif *Cinéma en Développement* mis en place par le festival *Cinélatino* de Toulouse, qui a été pensé comme un pôle de connexion entre les professionnels d'Amérique latine et d'Europe, ce qui correspond tout à fait à notre besoin.

3.2.2 Réalisation du film documentaire

Le film documentaire réalisé sera l'élément central du projet, pour atteindre ce résultat l'équipe de travail devra mettre en place les activités suivantes.

A) *Écriture du scénario*

L'écriture du scénario consistera à définir de manière précise la manière dont on souhaite atteindre les objectifs du film, qui sont, pour rappel, construire et maintenir la mémoire collective, tout en visibilisant les conséquences de la dictature sur la vie des uruguayens l'ayant vécue. Il s'agira notamment de décider l'approche narrative qui servira de base au film : par exemple, on peut choisir de filmer les protagonistes à leur domicile, dans leur environnement habituel et quotidien, ce qui

viendra illustrer leur vie aujourd'hui. Si la préparation d'un documentaire est généralement moins rigide que celle d'une fiction, ce travail préparatoire est tout de même très important. Il est nécessaire, par exemple, d'établir une série de questions qui sera posée aux protagonistes afin de recueillir leurs témoignages par rapport à leur vécu en exil.

D'une manière générale, pour toute initiative en lien avec le thème de la mémoire, il est naturel d'impliquer les familles des victimes, ou au minima de les consulter. Il serait donc pertinent d'impliquer l'organisation *Familiares* dans le projet, cela pourrait se faire dès cette phase.

B) Recrutement des protagonistes

Il s'agira d'identifier et d'entrer en contact avec des personnes susceptibles d'accepter de participer au film. Leur nombre devra être décidé durant l'écriture du scénario (probablement 5 ou 6, ce qui permettrait à la fois de leur dédier un temps suffisant à la compréhension de leur vécu, ainsi que d'avoir une certaine variété de points de vue). En accord avec l'objectif du film, nous chercherons des personnes originaires d'Uruguay, ayant quitté le pays pour des raisons politiques entre 1968 et 1985, et vivant aujourd'hui en France. Pour ce faire, nous pourrions entrer en contact avec l'association *¿Dónde están? – Francia*¹⁵⁴, basée à Paris et qui lutte, depuis la France et depuis 1997 pour la vérité, la justice et la mémoire contre l'impunité des crimes commis durant la dictature. Il s'agirait d'un bon point de départ pour identifier des protagonistes potentiels. Mais il faudrait également veiller à ne pas se cantonner uniquement à des personnes proches de l'association, au risque de n'avoir que peu de diversité dans les profils. Il existe certainement des uruguayens exilés qui sont moins impliqués dans des démarches de mémoire, justice et vérité, et le film serait d'autant plus riche si nous parvenions à prendre en compte davantage de diversité parmi les points de vue existants.

C) Estimer les besoins nécessaires à la réalisation du film

À ce stade, il sera possible pour l'équipe de travail d'estimer précisément les besoins humains, matériels et financiers nécessaires à la réalisation du film, de ces besoins découleront une planification et un budget précis.

D) Chercher des financements

Le budget préalablement établi permettra de postuler à des appels à projets. La maison de production française sera en charge de présenter le projet aux fonds français (et éventuellement européens). À ce titre, il existe de nombreuses possibilités, généralement dépendantes des étapes de réalisation du film. Notons par exemple, au niveau national, le CNC (Centre National du Cinéma et

¹⁵⁴ Lien vers leur site web : [Asociación ¿Dónde Están? – Francia](http://www.asociacion-donde-estan-francia.org/)

l'image animée) qui est l'un des organismes principaux en termes de financement du cinéma en France, il propose différentes aides auxquelles nous pouvons prétendre comme l'[Aide aux cinémas du Monde](#) concernant l'étape de production, elle est ouverte aux co-productions internationales. Au niveau régional (et parfois départemental), il existe aussi différents dispositifs, auxquels nous pourrions prétendre en fonction de la région dans laquelle est établie la maison de production française. En Uruguay, il sera possible de postuler aux fonds de différents organismes comme l'*Instituto Nacional de Cine y el Audiovisual Uruguayo*, la *Intendencia de Montevideo* et le *Ministerio de Educación y Cultura*.

E) Tourner le film

L'étape de production aura lieu en France, et sera très certainement portée par la maison de production française. L'idéal serait que la personne désignée comme co-directrice du film en Uruguay vienne en France pour la période des prises de vue, formant ainsi une équipe franco-uruguayenne composée de deux personnes pour réaliser cette phase.

F) Monter le film

L'étape de montage du film pourra être pris en charge par le *Colectivo Catalejo*, à condition qu'un financement prenant en compte la post-production ait été trouvé, ce qui permettra de rémunérer la personne en charge de cette activité.

3.2.3 Campagne de diffusion du film

Dans l'optique de construction d'une mémoire collective et de sensibilisation du public, la campagne de diffusion du film revêt une importance primordiale dans ce projet, c'est pourquoi sa mise en place en Uruguay et à l'international constitue une réalisation à part entière. Une importance prioritaire sera accordée à la diffusion en Uruguay, dans le sens où la population uruguayenne est le principal public visé. Mais la diffusion à l'international ne sera pas négligée, car elle permettra de visibiliser les conséquences du Terrorisme d'État uruguayen à un public plus large, ce qui peut avoir des répercussions directes dans la bataille médiatique liée à ces questions en Uruguay¹⁵⁵.

En Uruguay, il s'agira de diffuser le film à Montevideo bien entendu, mais également dans les autres villes du pays. À l'international, une attention particulière sera portée à la diffusion en Argentine, dans la région de Buenos Aires, très proche géographiquement et culturellement de l'Uruguay. D'autant plus que les deux régions sont très liées en ce qui concerne la Terrorisme d'État

¹⁵⁵ À la manière des réseaux de solidarité internationale, qui ont souvent pour objectif de faire pression sur un pays depuis l'extérieur.

dans le passé récent. Dans le cadre du plan Condor, notamment, de nombreux uruguayens ont disparu ou ont été arrêtés, torturés ou tués dans la capitale argentine. Le film sera également diffusé au moins en France, étant donné qu'il s'agira d'une co-production française, tournée en France. Les possibilités de diffusion dépendront en bonne partie des financements trouvés en amont, car de nombreux appels d'offre possèdent un volet concernant l'exploitation du film.

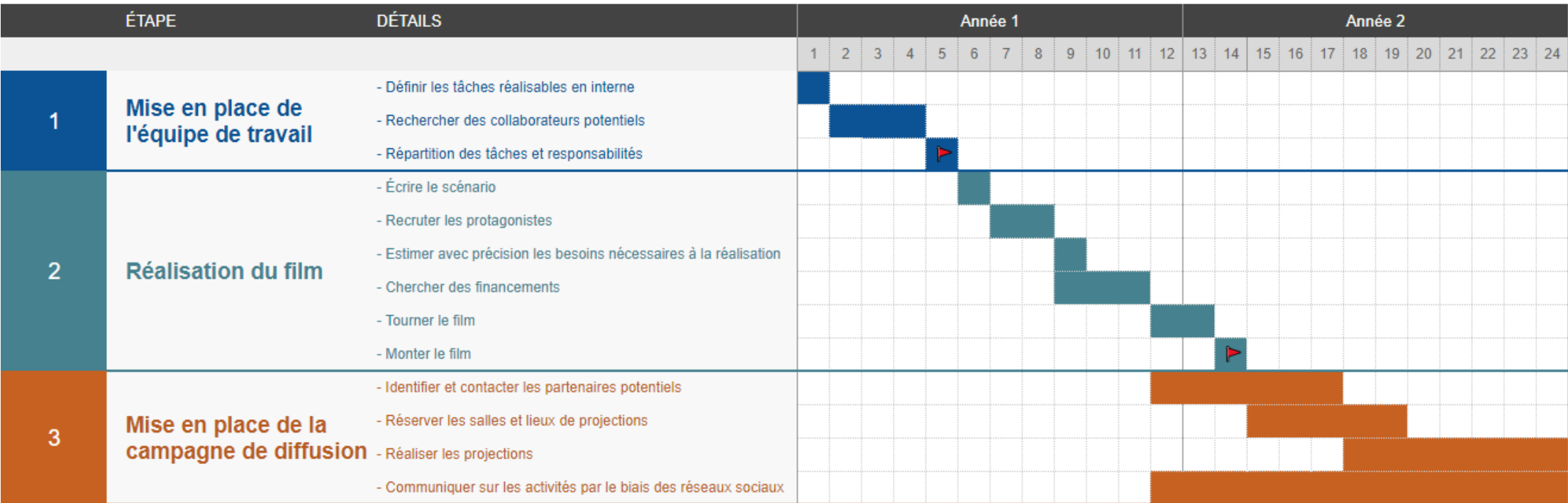
Dans le cadre des projections du film, et particulièrement en Uruguay, des débats seront organisés, afin d'aller au-delà de la simple projection. Ces débats pourront être animés par des membres de *Catalejo* ayant contribué au film, conjointement avec des membres de *Familiares* (ou d'autres associations de la société civile impliquées dans les questions de mémoire) par exemple.

En termes de partenaires potentiels pour l'organisation des séances, seront ciblés les salles de cinéma permettant ce type de rencontres autour des projections, comme la *Cinemateca uruguaya*, ainsi que les festivals de cinéma, et les organisations de la société civiles (principalement politiques et culturelles) susceptibles d'être intéressées par la démarche. En France, nous pourrions nous rapprocher de structures telles que l'*ACID* (Association de Cinéma Indépendant pour sa Diffusion).

Les réseaux sociaux auront un rôle important à jouer dans cette campagne de diffusion. Tout d'abord, pour informer de manière générale sur le film, sa réalisation et sa sortie. Ensuite, pour promouvoir toutes les initiatives en lien avec les séances spéciales organisées. Le *Colectivo Catalejo* pourra profiter de son réseau d'acteurs très développé pour relayer ces informations et ainsi toucher un large public.

3.3 Chronogramme des activités

TITRE DU PROJET	Réalisation d'un film documentaire
DATE	10/08/2023



Légende :
 ▶ : Jalon

3.4 Budget prévisionnel

Budget en date du : 10/08/2023				
Ce budget prévisionnel devra être largement ajusté en fonction de la répartition des tâches, une fois l'équipe de travail mise en place.				
Désignation	Unité	Quantité	Coût Unitaire (EUROS)	Coût Total (EUROS)
Ressources humaines				
Salaire co-direction Uruguay	Mois	2	3000	6 000 €
Salaire co-direction France	Mois	2	3000	6 000 €
Salaire montage	Semaine	4	750	3 000 €
Sous-total Ressources humaines				15 000 €
Frais de déplacement				
Vol Uruguay-France	Aller-retour	1	1200	1 200 €
Déplacements en France pour tournage	Aller-retour	10	200	2 000 €
Frais d'hébergement co-directeur.ice Uruguay	Nuit d'hôtel	15	50	750 €
Frais d'hébergement co-directeur.ice France	Nuit d'hôtel	5	50	250 €
Taxi	Trajets	20	15	300 €
Per diems	Jour	15	50	750 €
Sous-Total Frais de déplacement				5 250 €
Frais de gestion et imprévus				
Divers et imprévus	%	5		1 013 €
Sous-Total Frais de gestion et imprévus				1 013 €
TOTAL GÉNÉRAL				21 263 €

Cette ébauche de projet ne comprend pas de cadre logique car c'est un outil de gestion de projets axée sur les résultats qui ne me paraît pas pertinent dans le cadre de ce type projet, à vocation plutôt culturelle.

Conclusion

Pour conclure, la question de la mémoire du passé récent est clairement une problématique complexe et totalement d'actualité aujourd'hui encore en Uruguay. Bien entendu, un projet de film documentaire n'a pas vocation à régler totalement le problème et sa portée restera limitée, tant les postures dans ce débat sont marquées et, surtout, tant que le pouvoir politique n'osera pas s'attaquer sérieusement à la question. Cependant, j'estime que contribuer à la bataille médiatique et culturelle visant à construire et maintenir une mémoire collective autour des crimes commis par l'État uruguayen entre 1968 et 1985, revêt une importance capitale aujourd'hui. D'abord, car de nombreux cas de personnes persécutées n'ont toujours pas été résolus et qu'il est tout à fait légitime pour les proches des victimes de réclamer des réponses. Ensuite, pour que plus jamais l'appareil d'État ne soit utilisé pour éliminer des opposants politiques, sous couvert de lutte contre la « subversion » comme ce fut le cas durant la fin du 20^{ème} siècle dans de nombreux pays latino-américains, ou sous d'autres prétextes. L'actualité internationale nous montre, malheureusement, que le recours à l'autoritarisme pour museler les révoltes sociales, bafouant de nombreux principes démocratiques élémentaires, est loin d'être une pratique appartenant au passé¹⁵⁶.

Dans son dernier ouvrage publié il y a quelques mois, Ulrike Lune Riboni observe que les pratiques audiovisuelles collectives militantes ont tendance à perdre petit à petit en visibilité et en attractivité depuis plusieurs années maintenant¹⁵⁷. Au contraire des pratiques considérées plutôt comme « amateurs », « anonymes » et « individuelles », qui gagnent du terrain. Tout ceci s'expliquant en partie par le développement technologique. Mais cela ne signifie pas pour autant que l'activisme vidéo organisé sous forme collective est mort. Les collectifs de cinéastes chiliens qui, face à ce phénomène, avaient décidé de repenser leurs pratiques lors de l'*estallido social* (2019-2020), en se concentrant sur l'édition plutôt que sur la prise d'image, nous le prouvent. Tout comme le *Colectivo Catalejo*, qui met son expérience et son savoir-faire au service des mouvements sociaux, à la fois au travers de productions collectives élaborées, ainsi qu'en relayant les expressions contestataires avec spontanéité grâce aux réseaux sociaux.

Si l'ébauche de projet présentée dans ce document s'est portée vers la réalisation d'un film documentaire, d'autres types de projets audiovisuels plus originaux ou novateurs sont bien entendu envisageables. Par exemple, on pourrait imaginer un projet centré sur les lieux où ont été commis et

¹⁵⁶ Lire, par exemple : Amnesty International, « Monde : le droit de manifester en péril », *Amnesty International*, 13 mars 2020. [<https://www.amnesty.fr/dossiers/droit-de-manifester-dans-le-monde>, consulté le 2 août 2023].

¹⁵⁷ Ulrike Lune Riboni, *Vidéoactivismes : Contestation audiovisuelle et politisation des images*, Paris, Éditions Amsterdam, 2023, p. 136-140.

organisés les crimes d'État durant la période répressive. Ces lieux sont nombreux à Montevideo et le travail de cartographie réalisé par *Sitios de Memoria*¹⁵⁸ pourrait servir de point de départ à un nouveau projet audiovisuel. En utilisant les possibilités offertes par les technologies maîtrisées par le *Colectivo Catalejo* (vidéo, photo, réseaux sociaux, drone, etc.), on peut imaginer un travail qui ferait le lien entre le passé récent et le présent depuis un prisme territorial, montrant par exemple des maisons aujourd'hui d'apparence ordinaire, ayant servi de centres clandestins de détention et de torture il y a quelques décennies. Les nouvelles technologies offrent des possibilités de plus en plus amples et peuvent très bien s'articuler avec le savoir-faire et les années d'expérience de militantisme du *Colectivo Catalejo*.

¹⁵⁸ Lien vers le site web du projet : <https://sitiosdememoria.uy/montevideo>

Bibliographie

Uruguay et Mémoire

970 Universal, « Entre silbidos, familiares criticaron ausencia de Lacalle en acto por Muchachas de Abril », *970 Universal*, 15 juin 2023. [<https://970universal.com/2023/06/15/entre-silbidos-familiares-criticaron-ausencia-de-lacalle-en-acto-por-muchachas-de-abril/>, consulté le 26 juin 2023].

ALLIER MONTAÑO, Eugenia, « Les disparus politiques en Uruguay, entre l’histoire et la mémoire », *Conserveries mémorielles*, n° 10, 2011. [<https://journals.openedition.org/cm/891>, consulté le 17 février 2023].

AMNESTY INTERNATIONAL, « Monde : le droit de manifester en péril », *Amnesty International*, 13 mars 2020. [<https://www.amnesty.fr/dossiers/droit-de-manifester-dans-le-monde>, consulté le 2 août 2023].

BÉRTOLA, Luis, « Le cycle 1998-2012 dans l’économie uruguayenne : une croissance soutenue sans risque de déséquilibres ? », *Cahiers des Amériques latines*, n° 77, 2014, p. 117-141.

BOUVET, Lauriane, *Uruguay 1985-2013 : pour une mémoire de la justice. L’évolution du traitement judiciaire des affaires de violations des Droits de l’Homme dans la démocratie post-dictatoriale*, Université Grenoble Alpes, 2014, p. 52.

BUCHELI, Gabriel & al., *Vivos los llevaron... Historia de la lucha de Madres y Familiares de Uruguayos Detenidos Desaparecidos (1976-2005)*, Montevideo, Trilce, 2005.

CAETANO, Gerardo, RILLA, José & PÉREZ, Romero, « La partidocracia uruguayana, historia y teoría de la centralidad de los partidos políticos », *Cuadernos del CLAEH*, n° 12, 1987, p. 37-61.

CHIRIO, Maud & JOFFILY, Mariana, « La vérité sur le plan Condor », *L’Histoire*, n° 465, p. 42-47, 2019.

Comisión Económica para América Latina y el Caribe, *Observatorio Demográfico, 2022*, Santiago, 2022.

COMPAGNON, Olivier, « 1959, l’embrasement d’un continent », *L’Histoire*, n° 465, p. 32-40, 2019.

DEMASI, Carlos, « Un repaso a la teoría de los dos demonios », in MARCHESI, Aldo & al. (coord.), *El presente de la dictadura : Estudios y reflexiones a 30 años del golpe de Estado en Uruguay*, Montevideo, Trilce, 2004, p. 67-74.

DRAPER, Susana, Victimes du souvenir et de l’oubli, *Témoigner. Entre histoire et mémoire*, n° 118, 2014. [<https://journals.openedition.org/temoigner/961>, consulté le 17 février 2023].

El Observador, « Prisión domiciliaria: Cabildo Abierto pide definición pero sabe que perdió la apuesta », *El Observador*, 28 septembre 2022. [<https://www.elobservador.com.uy/nota/prision-domiciliaria-a-mayores-de-65-cabildo-abierto-pide-definicion>, consulté le 26 juin 2023].

La Diaria, « Domenech sobre acto de reconocimiento: “¿Cómo se puede imponer al Estado democrático una humillación de esta naturaleza?” », *La Diaria*, 15 juin 2023. [<https://ladiaria.com.uy/politica/articulo/2023/6/domenech-sobre-acto>, consulté le 26 juin 2023].

La Diaria, « Hay respaldo », *La Diaria*, 1^{er} avril 2016. [<https://ladiaria.com.uy/articulo/2016/4/hay-respaldo>, consulté le 4 juillet 2023].

La Diaria, « Lo que cuenta la tierra : Familiares visitó el Batallón 14 luego del hallazgo de restos humanos », *La Diaria*, 7 juin 2023. [<https://ladiaria.com.uy/justicia/articulo/2023/6/lo-que-cuenta-la>

[tierra-familiares-visito-el-batallon-14-luego-del-hallazgo-de-restos-humanos](#), consulté le 26 juin 2023].

La Diaria, « Restos de detenidos desaparecidos: desde que comenzó la búsqueda en 2005 sólo se encontraron los de cinco personas », *La Diaria*, 6 juin 2023.

[<https://ladiaria.com.uy/justicia/articulo/2023/6/restos-de-detenidos-desaparecidos-desde-que-comenzo-la-busqueda-en-2005>, consulté le 26 juin 2023].

MARCHESI, Aldo, « Tupamaros et dictature : Débats sur le coup d'État de 1973 en Uruguay », *Revue d'histoire*, n° 105, 2010, p. 57-69.

Montevideo Portal, « "Es bochornoso", dijo Manini Ríos sobre acto por Muchachas de Abril, al que Cabildo no irá », *Montevideo Portal*, 14 juin 2023. [<https://www.montevideo.com.uy/Noticias/-Es-bochornoso-dijo-Manini-Rios-sobre-acto-por-Muchachas-de-Abril-al-que-Cabildo-no-ira>, consulté le 26 juin 2023].

MORALES LA MURA, Raúl, « L'accueil des exilés latino-américains en Europe », *Hommes & migrations*, n° 1305, 2014, p. 17-23.

Presidencia de la República, *Resolución de la Presidencia de la República Nº 858/2000*, 9 août 2000 (Diario Oficial Nº 25.583, 17 août 2000). [<https://www.impo.com.uy/858-2000>, consulté le 10/02/2023].

RFI, « "Nunca más", dicen presidente y expresidentes de Uruguay en 50 aniversario del golpe de Estado », *RFI*, 28 juin 2023. [<https://rfi.my/9fhj>, consulté le 28 juin 2023].

SCHELOTTO, Magdalena, « La dictadura cívico-militar uruguayana (1973-1985): militarización de los poderes del estado, transición política y contienda de competencias », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea*, n° 24, Vol. 4, 2015. [<https://journals.openedition.org/diacronie/3808>, consulté le 22/05/2023].

Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente, *Operativos represivos contra el Movimiento de Liberación Nacional-Tupamaros*, Montevideo, 2015.

Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente, *Asesinadas y asesinados políticos y fallecidos por responsabilidad y/o aquiescencia del Estado (1968-1973)*, Montevideo, 2019.

Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente, *Personas detenidas desaparecidas por responsabilidad y/o aquiescencia del Estado*, Montevideo, 2019.

Servicio Paz y Justicia, *Uruguay nunca más: Informe sobre la violación a los Derechos Humanos (1972-1985)*, Montevideo, SERPAJ, 1989.

Activisme vidéo et cinéma

ARNAL, Ariel, « La Batalla de Chile. Cuando el cine escribe la historia », *Cinémas d'Amérique latine*, n° 28, 2020, p. 96-107.

ASKANIUS, Tina, « Protest movements and the spectacle of death: From urban places to video spaces », *Research of Social Movements Conflicts and Change*, n° 35, 2013, p. 105-133.

ASKANIUS, Tina, « Genealogía del vídeo para el cambio. Videoactivismo y vídeo radical online », in Francisco SIERRA & David MONTEREO (coord.), *Videoactivismo y movimientos sociales. Teoría y praxis de las multitudes conectadas*, Barcelone, Gedisa, 2015, p. 53-77.

AUMONT, Jacques & MARIE, Michel, *Dictionnaire théorique et critique du cinéma*, Paris, Armand Colin, 2016.

BIRRI, Fernando, *Fernando Birri, por un nuevo nuevo nuevo cine latinoamericano (1956-1991)*, Madrid, Ediciones Cátedra, 1996.

BLAQUIÈRE-ROUMETTE, Monique & GILLE, Bernard, *Films des Amériques latines*, Paris, Éditions du temps, 2001.

BOYLE, Deirdre, « From Portapak to Camcorder: a brief history of guerrilla television », *Journal of Film and Video*, Vol. 44, n° 1, 1992, p. 67-79.

DEL VALLE DÁVILA, Ignacio, *Le nouveau cinéma latino-américain, 1960-1974*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

DUPUY, Pascal, PASSEVANT, Christiane & PORTIS, Larry, « Sciences sociales et cinéma engagé », *L'Homme et la société*, n° 127-128, 1998, p. 3-5.

FRODON, Jean-Michel, *La projection nationale : Cinéma et nation*, Paris, Odile Jacob, 1998.

GAINES, Jane M, « Documentary radicality », *Canadian Journal of Film Studies*, Vol. 16, n° 1, 2007.

GETINO, Octavio & SOLANAS, Fernando, *La Hora de los hornos*, Argentine, Grupo Cine Liberación, 1968.

GETINO, Octavio & SOLANAS, Fernando, « Hacia un tercer cine », *Tricontinental*, Vol. 13, 1969, p. 120-155.

GUZMÁN, Patricio, *La batalla de Chile*, Chili, France, Cuba, Venezuela, Equipe Tercer Año, 1975-1977-1979.

HADOUCHI, Olivier, « Mémoire des luttes contre les dictatures du Cône Sud (Argentine, Chili, Uruguay) dans le cinéma documentaire contemporain », *L'Ordinaire des Amériques*, n° 213, 2010, p. 55-76.

Hemisferio Izquierdo, « El mediactivismo puede tomar diferentes matices de apropiación por parte de los colectivos », *Hemisferio Izquierdo*, 12 mai 2017. [<https://www.hemisferioizquierdo.uy/single-post/2017/05/12>, consulté le 17 février 2023].

HENNEBELLE, Guy, « L'impact du troisième cinéma », *Tiers Monde*, Vol. 20, n° 79, 1979, p. 623-645.

HENNEBELLE, Guy & GUMUCIO-DAGRON, Alfonso (dir.), *Les Cinémas de l'Amérique latine : pays par pays, l'histoire, l'économie, les structures, les auteurs, les œuvres*, Paris, Lherminier, 1981.

LECLER, Romain, « Gauchir le cinéma : un cinéma militant pour les dominés du champ social (1967-1980) », *Participations*, n° 7, 2013, p. 97-125.

LÓPEZ MARSANO, Charo, « Por las sendas argentinas. Un derrotero por el cine político-militante de Raymundo Gleyzer », *Fotocinema*, n° 17, 2018, p. 79-97.

MARIE, Michel, *La nouvelle vague, une école artistique*, Paris, Nathan, 1997.

MINNE, Julia, « Écrire l'histoire des pratiques féministes en vidéo légère : L'exemple du collectif Vidéo Femmes (1973-2015) », *Nouvelles vues*, n° 20, 2019, p. 1-16.

NICHOLS, Bill, « Newsreel: Film and revolution », *Cinéaste*, Vol. 5, n° 4, 1973, p. 7-13.

POUPIN, Perrine, « Quand les manifestants s'emparent de la vidéo à Moscou : communiquer ou faire participer ? », *Participations*, n° 7, 2013, p. 73-96.

RIBONI, Ulrike Lune, « Représentations mobilisatrices et stratégies visuelles pour convaincre et fédérer dans les productions vidéo de la Tunisie en révolution », in Anne ROEKENS (dir.), *Quand l'image (dé)mobilise. Iconographie et mouvements sociaux au XXe siècle*, Namur, Presses universitaires de Namur, 2015, p. 95-110.

RIBONI, Ulrike Lune, « Filmer et partager la révolution en Tunisie et en Égypte : représentations collectives et inscriptions individuelles dans la révolte », *Anthropologie et Société*, Vol. 40, n° 1, 2016, p. 51-69.

RIBONI, Ulrike Lune, *Vidéoactivismes : Contestation audiovisuelle et politisation des images*, Paris, Éditions Amsterdam, 2023.

RUFINELLI, Jorge, « Un grand documentaire voué à la polémique... », *Cinémas d'Amérique latine*, n° 16, 2008, p. 170-173.

SHAMBERG, Michael & Raindance Corporation. *Guerrilla Television*, New York, Holt, 1971.

SOLA-MORALES, Salomé & SABARIEGO GÓMEZ, Jesús, « Tecnopolítica, recientes movimientos sociales globales e Internet. Una década de protestas ciudadanas », *Teknokultura*, Vol. 17, n° 2, 2020, p. 195-203.

TEUNE, Simon, « Imagining Heiligendamm: Visual struggles and the G8 summit 2007 », in Bart CAMMAERTS, Alice MATTONI & Patrick MCCURDY (éd.), *Mediation and protest movements*, Bristol, Intellect, 2013, p. 203-226.

VELLEGGIA, Susana, *La máquina de la mirada: los movimientos cinematográficos de ruptura y el cine latinoamericano*, Buenos Aires, Altamira, 2009.

VERTOV, Dziga, « Kinoks-Révolution (Kinoki. Perevorot) », *LEF*, n° 3, 1923.

WILSON, Dean, & SERISIER, Tanya, « Video Activism and the Ambiguities of Counter-Surveillance », *Surveillance & Society*, Vol. 8, n° 2, 2010, p. 166-180.

Annexe : Rapport de stage

1. Rappel du contexte du stage

Dans le cadre du Master 2 Professionnel : Ingénierie de Projet avec l'Amérique Latine, j'ai réalisé mon stage de fin d'études au sein du *Colectivo Catalejo*, un collectif médiactiviste audiovisuel, basé à Montevideo en Uruguay. Étant particulièrement intéressé par l'audiovisuel, les mouvements sociaux et les droits humains, cette structure était un terrain de stage parfaitement adapté à mes attentes. Ces 14 semaines de stage m'ont permis d'être confronté au fonctionnement d'une structure associative et militante, ainsi que de mettre en pratique les compétences théoriques acquises lors de ma formation universitaire.

Présentation de la structure d'accueil

Le *Colectivo Catalejo* est un collectif fondé en 2012, qui se considère comme « médiactiviste » centré sur les droits humains. À ce titre, il développe des produits audiovisuels, très principalement des vidéos, visant à sensibiliser aux problèmes sociaux qui affectent la population, enrichir le débat citoyen et promouvoir la participation sociale et culturelle. Le collectif s'intéresse à des thématiques récurrentes comme la mémoire, le féminisme, la sécurité, ou les droits des jeunes. D'ailleurs, c'est dans le cadre d'un référendum concernant la baisse de l'âge de la responsabilité pénale en Uruguay (de 18 à 16 ans), que le collectif fut créé en 2012. Les membres fondateurs, étudiants en sciences sociales à l'époque, s'étaient d'abord réunis autour de la réalisation d'un documentaire visant à donner la parole aux principaux concernés par le référendum, mais qui étaient alors très peu représentés dans le débat public : les jeunes de 15 à 18 ans. À la suite de ce premier documentaire intitulé *Dieciséis*¹⁵⁹, le collectif s'est formé puis consolidé, élargissant son champ d'action à d'autres thématiques sociales. En plus de ces thématiques récurrentes, *Catalejo* répond de façon ponctuelle à tout type de sujet en fonction de l'actualité sociale, économique et/ou politique du pays.

Par exemple, en 2019, le *Colectivo Catalejo* s'est impliqué dans une campagne autour du référendum concernant une réforme sécuritaire. En effet, à l'appel du sénateur *Jorge Larrañaga* (*Partido Nacional*, plutôt conservateur), un projet d'amendement constitutionnel avait reçu le nombre de signatures nécessaires pour être soumis au vote du peuple uruguayen. Sous le slogan "*Vivir sin miedo*", ce projet regroupait 4 amendements principaux : la création d'une garde nationale (2 000 militaires chargés de missions de maintien de l'ordre en collaboration avec la police), l'interdiction de

¹⁵⁹ Colectivo Catalejo, « Dieciséis – Documental Completo », 18 juillet 2013. [<https://youtu.be/h4dqtkyYjSk>, consulté le 2 juin 2023].

l'allégement de certaines peines de prison, la légalisation de la prison à perpétuité et la possibilité pour les forces de police d'effectuer des raids la nuit. Les secteurs les plus progressistes se sont alors mobilisés dans l'objectif d'alerter sur l'impact concret de ces mesures et d'encourager la population à voter contre cette réforme. *Catalejo* a contribué à cette campagne à sa façon, en réalisant plusieurs activités :

- Réalisation d'un vidéoclip, [No es nada nuevo](#), en collaboration avec un jeune rappeur uruguayen (Pipø),
- Réalisation d'un vidéoclip expliquant les conséquences qu'aurait la réforme et pourquoi la répression comme unique réponse aux questions de sécurité n'est pas une solution convaincante : [Las 10 razones para no poner la papeleta en octubre](#),
- Couverture de la [manifestation](#) organisée quelques jours avant le référendum,
- Appel à participation à la sensibilisation citoyenne par le biais de dessins illustrant les conséquences de la réforme, puis diffusion de ces illustrations via les réseaux sociaux, notamment [Facebook](#).

Les productions réalisées par le collectif sont regroupées sur leur [site web](#) et hébergées sur la plateforme [YouTube](#). Mais à ce jour, c'est par le biais des réseaux sociaux que les vidéos sont le plus visionnées : le compte [Instagram](#) du collectif est suivi par 23 000 personnes, la page [Facebook](#) par 19 000, alors que sur [Twitter](#) on dénombre presque 6 000 abonnés¹⁶⁰. À ce jour, le *Colectivo Catalejo* a réalisé plus de 100 objets audiovisuels, cumulant un total de plus de 2 millions de vues sur l'ensemble de ses plateformes de diffusion.

Gouvernance et fonctionnement

Le *Colectivo Catalejo* est une organisation de la société civile à but non lucratif. Il est géré de façon totalement horizontale, c'est-à-dire sans hiérarchie, où chaque membre dispose des mêmes droits et responsabilités. Les décisions sont donc prises de manière collégiale et collective, principalement lors des réunions hebdomadaires. En effet, le collectif se réunit au moins une fois par semaine pour partager les informations concernant les différents projets en cours, ainsi que pour planifier et se répartir les tâches et activités à réaliser. Même si tous les membres ne sont pas forcément impliqués directement dans la réalisation de tous les projets, ils sont tous au courant de ce qui est réalisé et participent aux discussions et prises de décision collectives lors des réunions

¹⁶⁰ Chiffres consultés le 5 juillet 2023.

hebdomadaires. Des réunions plus spécifiques sont également organisées ponctuellement lorsqu'un projet le nécessite. Par ailleurs, en fin d'année, le collectif se réunit afin de faire un bilan de l'année écoulée (évaluation des projets réalisés) et commencer à planifier les projets de l'année suivante.

La très grande majorité des projets mis en œuvre par *Catalejo* le sont de façon bénévole, les activités sont réalisées par les membres du collectif durant leur temps libre. Même s'il peut arriver de manière ponctuelle que des membres soient rémunérés par une autre structure lors de projets spécifiques.

Ressources

Ressources humaines

À ce jour, le collectif est composé de 8 membres issus de spécialités différentes, recouvrant un large spectre de compétences, allant du secteur audiovisuel (réalisation vidéo/photo/son, direction, édition), jusqu'à d'autres disciplines : éducation, sociologie, communication.

Si le principe de fonctionnement de *Catalejo* est basé sur l'horizontalité, c'est-à-dire qu'aucun membre n'est assigné à un poste ou une fonction spécifique, dans les faits chacun possède des compétences particulières qui impactent forcément la répartition des tâches au moment de mettre en place des activités. Par exemple, le montage vidéo ou le pilotage du drone pour une prise de vue en manifestation sont des activités bien spécifiques que seuls certains membres peuvent réaliser. Lorsque le collectif ne dispose pas des ressources en interne, il fait régulièrement appel à des personnes ou collectifs externes, les collaborations de ce type sont assez fréquentes.

Ressources financières

Étant une organisation de la société civile à but non lucratif et fonctionnant principalement sur le bénévolat, les ressources financières du *Colectivo Catalejo* sont relativement faibles. La grande majorité des activités mises en place par la structure le sont de façon bénévole et ne génèrent ni dépenses, ni recettes. En revanche, il arrive que de façon ponctuelle certains projets soient rémunérés, permettant notamment de couvrir les frais de fonctionnement (loyer du local) et l'acquisition/renouvellement de matériel.

Ressources matérielles

Le *Colectivo Catalejo* possède son propre matériel, nécessaire à la réalisation de ses activités, principalement : caméras, appareils photos, microphones, ordinateur. Ce matériel est financé en partie par les quelques activités rémunérées citées dans le paragraphe précédent, ainsi que par des fonds auxquels le collectif postule de façon ponctuelle. Par exemple, en 2020, *Catalejo* a remporté un appel à projets lui permettant de financer l'achat du matériel suivant : drone, projecteur et écran de

projection. Il s'agissait du *Fondo María Abella*, proposé par la *Intendencia de Montevideo* et destiné à soutenir les initiatives féministes, auquel *Catalejo* a répondu par une proposition de réalisation de courts-métrages sur le thème du féminisme et de l'organisation de ciné-débats autour de la projection de ces films. Le matériel acquis grâce à ce fonds a permis la réalisation de ces activités.

Projet de film documentaire sur la vie des étudiants persécutés

Dans le cadre de mon stage au sein du *Colectivo Catalejo*, je devais être amené à participer à un projet de réalisation d'un film documentaire sur le thème de la mémoire à travers la vie des étudiants uruguayens durant les années où la répression était extrêmement forte contre ce que les autorités appelaient la « subversion ». Cette période inclut donc les dates de la dictature officielle bien entendu (1973-1985), mais également les années précédant le coup d'État.

Ce projet émane d'une demande de la *Facultad de Medicina de la Universidad de la República*. En effet, l'Université a sollicité le *Colectivo Catalejo* pour lui proposer de réaliser ce documentaire. L'idée initiale était de ré-utiliser des vidéos ayant été tournées il y a une dizaine d'années, lorsque fut découvert du matériel (affiches, pancartes, banderoles) qui avait été caché au sein de l'Université pendant la période répressive. À l'époque, la découverte avait été filmée et des étudiants avaient été interviewés, mais ce matériel audiovisuel n'a jamais vraiment été exploité.

Le projet allait permettre d'alimenter le débat citoyen autour de la mémoire des violations des droits humains commises par le régime militaire uruguayen, ainsi qu'à rendre hommage aux étudiants victimes de la répression d'État. Ce qui aurait contribué à la demande sous-jacente des questions de mémoire et de vérité, celle de la justice : que tous les responsables de violations des droits humains durant cette période soient jugés.

2. Présentation et analyse des tâches réalisées durant le stage

À l'origine les missions qui m'ont été confiées étaient les suivantes :

- Intégration aux réunions hebdomadaires de planification, travail et évaluation des projets en cours,
- Accompagnement du collectif sur les projets en cours (suivi, évaluation, budget),
- Coordination du projet de film documentaire sur le thème de la mémoire à travers la vie des étudiants persécutés avant et pendant la dictature.

Concrètement, compte tenu du fonctionnement du collectif expliqué dans la première partie de ce rapport, cela impliquait une intégration complète aux activités du collectif. De manière plus spécifique, une mission précise m'était confiée : la coordination du projet en collaboration avec l'Université de Médecine. C'est-à-dire, être l'interlocuteur privilégié entre *Catalejo* et la *Facultad de Medicina*, ainsi que proposer et mettre en application une méthodologie de projet (objectifs, réalisations, activités, planification, budget).

Peu de temps après mon intégration à *Catalejo*, une réunion fut organisée avec la personne en charge de la coordination du projet du côté de l'Université. L'objectif de cette réunion était de faire connaissance et surtout de définir les bases de la collaboration. Lors de cette réunion, nous avons eu confirmation que la demande de la *Facultad* était de confier à *Catalejo* la réalisation d'un objet audiovisuel documentaire. À l'issue de cette réunion, nous avons formulé plusieurs demandes nécessaires au lancement du projet : au niveau institutionnel, il était demandé à ce que le projet soit présenté au Conseil de l'Université afin d'obtenir notamment l'autorisation pour *Catalejo* d'utiliser le matériel d'archive ainsi que de pouvoir filmer dans l'Université ; au niveau financier, qu'ils se renseignent sur les possibilités de financement en interne. Dans un second temps, il était question qu'un groupe de travail soit mis en place au sein de l'Université afin qu'il puisse nous remettre le matériel d'archive audiovisuel, et que l'on puisse commencer à planifier les activités du projet et distribuer les rôles et responsabilités à chacun des participants. Suite à cette réunion, plusieurs semaines sont passées et malgré nos relances nous n'avons quasiment obtenu aucun retour, hormis un mail, environ un mois après la réunion, nous informant que les demandes d'autorisations auprès de l'Université étaient en cours. Au moment de la fin de ma période de stage dans le *Colectivo Catalejo* (13 juin 2023), ce projet n'avait toujours pas été lancé.

Missions et tâches réalisées

Finalement, mes tâches se sont portées en premier lieu sur la participation au fonctionnement général du collectif, c'est-à-dire participer à toutes les réunions (hebdomadaires et spécifiques à certains projets), ainsi qu'à différentes activités spécifiques ayant eu lieu durant ma période de stage, présentées ci-dessous.

Activités liées au 20 Mai (Marche du Silence)

Le 20 Mai est une date importante en Uruguay en ce qui concerne la mémoire du passé récent. Depuis 1996, ce jour-là, une Marche du Silence est organisée par les familles des victimes de la

dictature¹⁶¹, dans les rues de Montevideo (et depuis quelques années, dans les plus grandes villes du pays). Cette manifestation silencieuse, où les familles des victimes défilent en tête, brandissant les visages de leurs proches disparus, poursuit plusieurs objectifs : honorer la mémoire des victimes du Terrorisme d'État, réclamer la vérité pour les cas qui ne sont toujours pas résolus¹⁶², ainsi que la justice : que les responsables de ces crimes soient jugés.

Comme tous les ans depuis 2006, le *Colectivo Catalejo* était présent pour la couverture médiatique de cet événement, mais a également réalisé des activités en amont de la Marche du 20 Mai. Durant la semaine précédant la manifestation, le *Taller Talcahuano*, un atelier d'art plastique, réalisait une fresque sur un mur du centre-ville de Montevideo représentant des bras qui entourent des marguerites¹⁶³, accompagnés du message « *Cuidar la memoria* », que l'on pourrait traduire en français par « Prendre soin de la mémoire ». Lors de la réunion hebdomadaire précédente il fut décidé que *Catalejo* irait assister à la session de peinture de la fresque afin de capter des vidéos et photos de cette réalisation, dans le but d'appeler à participer à la manifestation via les réseaux sociaux. Je suis donc allé sur le lieu de réalisation de la fresque afin de capter des photos et vidéos (voir Annexes du rapport de stage : Photo 1), en privilégiant le format vertical, particulièrement adapté aux publications éphémères (*stories*) sur Instagram et Facebook. Ensuite, j'ai transmis les images à la personne du collectif chargée de réaliser un montage vidéo avec ce matériel, puis de le publier.

Le matin-même de la Marche du 20 Mai, le *Taller Talcahuano* réalisait une autre création artistique dans l'espace public : une mosaïque représentant une marguerite sur un mur en face du *Palacio Legislativo*. Nous nous sommes rendus sur ces lieux pour couvrir cette réalisation, afin de relayer cette nouvelle création et continuer d'appeler la population à participer à la manifestation.

Le soir de la *Marcha del Silencio*, nous étions 6 membres du *Colectivo Catalejo* présents pour couvrir la manifestation. En accord avec les choix décidés lors des réunions concernant la manière dont nous souhaitons couvrir la marche, nous nous sommes parfois divisés en différentes équipes afin d'obtenir tous les types de plans souhaités : plans larges captés par le drone et par les caméras, plans plus serrés depuis l'intérieur ou à proximité du cortège. Etant donné la quantité importante de personnes présentes autour de la manifestation, une des difficultés consiste à trouver les endroits les plus adaptés à la prise de vue, permettant de capter les images dans de bonnes conditions (voir

¹⁶¹ Plus précisément, par l'association *Madres y Familiares de Uruguayos Detenidos Desaparecidos*.

¹⁶² À ce jour, cela concerne encore au moins 190 personnes disparues.

¹⁶³ Depuis la fin de la dictature, la marguerite est utilisée comme symbole des disparus et est fortement associée à *Familiares*. Au mois de mai particulièrement, elle est très présente dans toutes les manifestations en lien avec la mémoire, ainsi que sur les murs de la ville.

Annexes du rapport de stage : Photo 2). Les images captées ce soir-là furent transmises à la personne en charge du montage, qui a édité puis publié la vidéo sur les réseaux sociaux dès le lendemain matin¹⁶⁴.

Projet de film documentaire sur la jeunesse

Comme il est expliqué dans la première partie de ce document, le *Colectivo Catalejo* s'est formé en 2012 autour de la réalisation d'un documentaire donnant la parole à de jeunes uruguayen.ne.s (entre 15 et 18 ans au moment du film). L'anniversaire célébrant les 10 ans du collectif en 2022, l'a motivé à vouloir réaliser un nouveau documentaire avec les mêmes protagonistes, un peu plus de dix ans plus tard donc. L'idée de départ est d'essayer de comprendre comment ils ont traversé ces dix années et comment la conjoncture politique, sociale et économique uruguayenne a impacté leur vie¹⁶⁵. J'ai pris part à l'ensemble des réunions collectives autour de ce projet durant ma période de stage. Ces premières réunions ont surtout permis de définir les grandes lignes du film souhaité, c'est-à-dire ses différents objectifs et la forme qu'il pourrait avoir. Une des volontés principales affichées par le collectif était de réaliser un film de façon beaucoup plus « professionnelle » que celui de 2012, réalisé alors avec très peu de moyens. Il était donc question d'une collaboration possible avec une réalisatrice de documentaires uruguayenne, et, il m'a été confié comme mission d'identifier des fonds auxquels nous pourrions prétendre afin de financer la réalisation de ce film.

J'ai donc, de manière spécifique, cherché des appels à projets correspondant à nos critères afin de les présenter à l'ensemble du collectif. Ces recherches m'ont permis d'identifier plusieurs fonds proposés essentiellement par trois organismes nationaux¹⁶⁶, disposant chacun de critères particuliers : montant attribué, étapes de réalisation du film et activités concernées, date limite pour postuler, entre autres. Après présentation des différentes possibilités, nous avons décidé de postuler à un appel à projets dédié à la phase de développement de films uruguayens. Même si nous savions très bien qu'il serait probablement difficile de postuler dans les temps, nous avons décidé de commencer ce travail de réponse à l'appel d'offres. Car cet exercice de formulation concrète et de synthèse du projet permet de matérialiser les objectifs discutés lors des réunions, ce qui ne peut être que bénéfique. De plus, cette ébauche de réponse à appel à projets pouvait être ré-utilisée plus tard pour d'autres appels à

¹⁶⁴ Colectivo Catalejo, « 28 Marcha del Silencio - 2023 », 21 mai 2023. [<https://youtu.be/JkdJArahOlg>, consulté le 5 juillet 2023].

¹⁶⁵ On peut notamment imaginer que le changement de gouvernement en 2019 (après 15 ans de gouvernement de gauche, le *Partido Nacional*, de droite plutôt conservatrice, a de nouveau remporté les élections) ou la pandémie de Covid-19 auront eu des effets sur la vie des jeunes.

¹⁶⁶ *Instituto Nacional de Cine y el Audiovisual Uruguayo*, *Intendencia de Montevideo* et *Ministerio de Educación y Cultura*.

projets. Au moment où s'est terminé mon stage, nous avons déterminé les objectifs, les activités, les rôles et le budget, concernant la phase de développement du film.

Autres activités ponctuelles

J'ai également pris part à des activités plus ponctuelles réalisées par le *Colectivo Catalejo*, souvent en lien avec l'actualité sociale, économique et/ou politique du pays, donc bien souvent imprévisibles. Par exemple, le 13 avril 2023, un cas d'autoritarisme dans l'éducation nationale¹⁶⁷ a provoqué une grève des enseignants et une occupation du lycée par les étudiants, puis une manifestation spontanée dans les rues de Montevideo. Nous sommes allés couvrir ces événements afin de [relayer les actions](#) de solidarité face à ce cas d'autoritarisme. Au début du mois de mai, une grave crise de l'eau a commencé en Uruguay, l'eau du robinet n'était alors plus potable selon les critères de l'OMS¹⁶⁸ pour près de la moitié de la population. Des manifestations et rassemblements spontanés ont alors eu lieu presque quotidiennement au début de la crise, dénonçant la responsabilité du gouvernement, sous le slogan « *No es sequía, es saqueo* » (en français : « Ce n'est pas une sécheresse, c'est un pillage »). Car les réserves d'eau habituellement utilisées ne sont pas vides uniquement à cause du climat, mais également car cette eau est vendue à des entreprises privées de manière de plus en plus importante ces dernières années. Nous sommes allés couvrir certaines de ces mobilisations afin de les relayer sous formes de *stories* sur les réseaux sociaux.

3. Bilan du travail accompli

D'une manière générale, je tire un bilan positif de cette expérience de stage au sein du *Colectivo Catalejo*. J'ai été satisfait de la manière dont j'ai été intégré au collectif, ainsi que par la confiance qui m'a été donnée très rapidement.

Le principal élément négatif de cette expérience fut le projet en collaboration avec l'Université de Médecine qui n'a pas pu avancer davantage durant la période où j'étais présent, alors que le collectif comptait sur moi pour cela. Il est difficile d'identifier précisément les raisons ayant conduit à ce retard étant donné l'absence de communication sur le sujet de la part de l'Université, le plus probable est que ces difficultés soient liées à un manque de préparation et d'organisation de leur part. Quoi qu'il en soit, ce désagrément n'est pas imputable à *Catalejo* et ne pouvait pas être anticipé. Étant

¹⁶⁷ La Direction Générale de l'Éducation Secondaire a décidé de suspendre pour 6 mois (avec retrait de 50 % de son salaire) le directeur d'un lycée pour « insubordination à la hiérarchie », au motif qu'il aurait refusé de se soumettre à l'ordre d'expulsion d'un foyer étudiant au sein de son lycée (disposer d'un local au sein de leur établissement est un droit fondamental des lycéens/étudiants en Uruguay).

¹⁶⁸ Organisation Mondiale de la Santé.

donné que la coordination de ce projet devait être ma mission principale, j'aurais pu tenter, en amont, de m'assurer que le projet allait bien être mis en place une fois que j'allais être sur place, mais rien ne dit que cela aurait permis d'obtenir des certitudes.

Ce stage m'a permis de comprendre depuis l'intérieur le fonctionnement d'un collectif auto-géré, dont les activités sont très dépendantes de l'agenda politico-social d'un pays. En effet, une bonne partie des réalisations du *Colectivo Catalejo* se fait en réaction à l'actualité, souvent de façon brève et spontanée, en poursuivant les objectifs du collectif depuis sa création qui sont « sensibiliser aux problèmes sociaux qui affectent la population, enrichir le débat citoyen et promouvoir la participation sociale et culturelle ». Pour ce type d'activités, il n'est pas possible d'appliquer une méthodologie d'ingénierie de projet axée sur les résultats. Il a donc été difficile d'appliquer les enseignements théoriques que nous avons étudié durant l'année scolaire.

En revanche, j'ai pu observer que cette méthodologie pouvait s'appliquer à certains projets, à plus long terme, menés à bien dans le passé par *Catalejo*. Par exemple, la campagne *Libre de Acoso*, mise en place sur une durée totale de trois ans entre 2017 et 2020 et au cours de laquelle un nombre important d'activités avaient été réalisées (réalisation de spots vidéo, publication d'un livre, réalisation d'ateliers, mise en place d'un site web, campagne médiatique), s'inscrit parfaitement dans une démarche de gestion axée sur les résultats.

Les principales difficultés que j'ai pu observer au sein de la structure sont liées à un déficit de ressources humaines : en effet, les activités du collectif sont en très grande majorité réalisées bénévolement et les membres du collectif ont aujourd'hui des responsabilités individuelles qui leur laissent peu de temps disponible pour des activités non-rémunérées. De plus, ce phénomène est accentué par le coût de la vie particulièrement élevé en Uruguay actuellement. À ce titre, je propose au *Colectivo Catalejo* d'essayer de renforcer ses effectifs en intégrant une ou deux personnes supplémentaires, par exemple des étudiants en audiovisuel ou en communication ayant une sensibilité politique en accord avec le collectif, bien évidemment.

Annexes du rapport de stage



Photo 1 : Réalisation de la fresque par le *Taller Talcahuano*



Photo 2 : Membre de *Catalejo* à l'arrière d'une camionnette pour filmer la *Marche du Silence*